



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024

Sommaire

✕ Édito.....	5
✕ Équipe / Conseil d'administration / Bureau.....	6
✕ La parole à l'équipe.....	8
✕ Présentation de l'ORS	11
✕ Année 2024 en chiffres.....	14
✕ Nos travaux.....	15
• Activités généralistes.....	15
Diagnostics locaux de santé.....	15
Atlas régional de la santé.....	18
Observatoire du suicide.....	18
Bases de données.....	19
PFOSS.....	21
• Études thématiques.....	22
Population.....	22
Santé-Environnement.....	25
Addictions.....	29
Offre de soins.....	31
Évaluation des Contrats locaux de santé.....	32
• Expertise.....	33
✕ Accompagnement / Formation à l'évaluation.....	34
✕ Partenariats / Travail en réseaux.....	36
✕ Documentation et communication.....	37
✕ Publications.....	39
✕ Perspectives 2025.....	41
✕ Glossaire.....	43

Les Observatoires Régionaux de la Santé (ORS), bien que parfois encore mal connus du grand public, jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement des politiques de santé à l'échelle territoriale. Ils collectent et analysent des données de terrain, en lien aussi bien avec la santé physique et mentale des populations, qu'avec des déterminants de santé environnementaux, sociaux, professionnels et comportementaux. Les indicateurs construits permettent de décrire la situation sanitaire aussi bien à l'échelle régionale, qu'à des maillons infra. De plus, ils sont utiles ensuite pour évaluer toute action déployée sur les territoires considérés.

Par leur positionnement au plus près des populations, les ORS jouent un rôle fondamental dans l'aide à la décision et à l'action en santé publique. Ne l'oublions pas !

Ce travail ne peut se faire sans un savoir-faire et une équipe engagée. Les compétences présentes au sein de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes permettent de répondre aux nombreuses demandes des acteurs de terrain comme les autorités sanitaires, et en particulier l'agence régionale de santé (ARS), mais aussi celles d'élus, d'associations, de professionnels de la santé (URPS)... Les études réalisées s'appuient aussi bien sur une approche méthodologique qualitative que quantitative, et des champs de compétences multiples, allant de la santé-environnement, à la santé au travail, en passant par la santé mentale et le secteur médico-social. Des exemples concrets sont détaillés au sein de ce rapport d'activité.

Les ORS relevant du statut d'association Loi 1901, un conseil d'administration est aussi présent pour accompagner l'équipe opérationnelle dans la gestion et la prise de décisions stratégiques. Je tiens à souligner que l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes peut compter sur des administrateurs motivés et qui partagent des valeurs communes de santé publique. Ayant découvert l'ORS Auvergne lors de mon internat des hôpitaux dans les années 1990, j'ai pu au fil des années suivre ses activités comme membre de l'Assemblée générale, puis comme membre du bureau. En 2017, la fusion de l'ORS Auvergne et de l'ORS Rhône-Alpes a été une étape marquante dans mon engagement. En 2022, elle a conduit à mon élection comme présidente, une fonction que j'assume avec grand plaisir au milieu de tous.

En cette période de ressources limitées, identifier les priorités d'action pour le bien-être des populations est primordial. Cette mission, l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes se tient prêt à la relever avec ses partenaires, ses administrateurs et surtout son équipe opérationnelle.

Pr Marie-Pierre SAUVANT-ROCHAT
Présidente de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes



Équipe / Conseil d'administration / Bureau

19 personnes ont travaillé

14,18 équivalents temps plein

Association Loi 1901, l'ORS regroupe parmi ses adhérents de nombreux professionnels du champ sanitaire et social.

17 membres élus

7 membres de droit

Pôle Études

STATISTIQUES

PAULINE BOLAMPERTI

Chargée d'études en statistiques

LAURE VAISSADE

Chargée d'études

ABDOUL SONKO

Chargé d'études en statistiques

ÉTUDES QUALITATIVES

MARIE-REINE FRADET

Chargée d'études

ÈVE GIOVANNINI

Chargée d'études

(jusqu'à septembre 2024)

HÉLOÏSE KORDIC

Chargée d'études

(depuis octobre 2024)

PATRICIA MEDINA

Responsable d'études qualitatives

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

ANNA LLOYD

Chargée d'études

ALAN LE CALLOCH

Chargé d'études

PFOSS

SOIZIC ARGAUD

Chargée d'études, coordination de
la plate-forme régionale de
l'observation sanitaire et sociale

INTERNES DE SANTÉ PUBLIQUE

MÉLISSA HARIZI

(jusqu'à fin avril 2024)

MARGAUX LERONSOUX

(depuis novembre 2024)

Pôle Administratif / Ressources humaines / Comptabilité

DELPHINE ROUSSILHE

Assistante en gestion comptable et financière

MARLÈNE SARDELLITTI

Assistante en Gestion Administrative et Social

Direction

AGATHE CHEVALIER

Directrice (depuis mars 2024)

CAROLE MARTIN DE CHAMPS

Directrice (jusqu'à fin février 2024)

SYLVIE MAQUINGHEN

Directrice déléguée



Pôle Documentation / Information / Communication

VALÉRIE GONON

Documentaliste – Webmestre – Déléguée à la protection des données

PATRICIA LAFONT

Chargée d'études documentaires

Bureau de l'ORS (au 31 décembre 2024)

MARIE-PIERRE SAUVANT-ROCHAT - PRÉSIDENTE
Pharmacien, Professeur des Universités, Université
Clermont-Auvergne

JACQUELINE GODARD - VICE-PRÉSIDENTE
Pharmacien, Retraitée

LUC FONTANA - VICE-PRÉSIDENT
Médecin, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier,
Université Jean Monnet, CHU de Saint-Étienne

JEAN-RENÉ LUSSON - TRÉSORIER
Médecin Cardiologue, Professeur Émérite à l'Université
Clermont-Auvergne, Retraité CHU Clermont-Ferrand

MYRIAM BUFFET - TRÉSORIÈRE-ADJOINTE
Chef de Mission santé, Ville de Lyon

JEAN-BAPTISTE FASSIER - SECRÉTAIRE
Médecin, Professeur des Universités-Praticien Hospitalier,
Université Claude Bernard Lyon 1, Hospices Civils de Lyon
(membre de droit au Conseil d'administration)

FRANÇOISE IMLER-WEBER - MEMBRE DU BUREAU
Médecin conseiller technique auprès du recteur,
Académie de Lyon

DIDIER LÉMERY - MEMBRE DU BUREAU
Médecin gynécologue-obstétricien, Professeur Émérite
des Universités, Retraité CHU Clermont-Ferrand

MICHEL SABOURET - MEMBRE DU BUREAU
Représentant des usagers, France Asso Santé
(membre de droit au Conseil d'administration)

Autres membres du Conseil d'administration

ÉLUS À TITRE DE PERSONNE MORALE

Centre Léon Bérard
JULIEN BIAUDET
Responsable Prévention primaire et Promotion de la santé

ONAPS
Lucile BRUCHET
Directrice

Université Clermont-Auvergne, UFR Médecine
Pierre CLAVELOU
Médecin Neurologue, Professeur des Universités-Praticien
Hospitalier, Doyen-Directeur UFR Médecine de Clermont-
Ferrand

PROMOTION SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Gaël CONAN
Directeur-Adjoint

Université Clermont-Auvergne, UFR Pharmacie
Christiane FORESTIER
Pharmacien Microbiologiste, Professeur des Universités,
Doyen-Directeur UFR Pharmacie de Clermont-Ferrand

CEREMA Centre Est
Xavier OLNy
Ingénieur, Docteur en Acoustique

ÉLUS À TITRE DE PERSONNE PHYSIQUE

VALÉRIE MULLER
Directeur opérationnel en Pathologie dans l'industrie
pharmaceutique, retraitée

CHRISTINE LASSET
Médecin Santé Publique, Professeur des Universités-
Praticien Hospitalier, Centre Léon Bérard, Université
Claude Bernard Lyon 1

MEMBRES DE DROIT

DREETS
Sabine GUILLAUME
Adjointe à la Cheffe du Service étude, statistique, évaluation
Christine JAKSE
Cheffe du Service étude, statistique, évaluation

DRSM
Patricia PEYCLIT
Médecin-Conseil Régional
Union Régionale des Professionnels de Santé
Médecins
Sylvie FILLEY-BERNARD
Médecin-Anesthésiste, Présidente

Union Régionale des Professionnels de Santé
Biologistes
ÉRIC FLATIN
Biologiste Médical, Président
Hospices Civils de Lyon
Philippe MICHEL
Professeur des Universités - Praticien Hospitalier,
Directeur de la Qualité, des Usagers et de la Santé
Populationnelle

Union Régionale des Professionnels de Santé
Pharmaciens
OLIVIER ROZAIRE
Pharmacien, Président

La parole à l'équipe

Les outils, nouveautés et grands sujets en 2024... vus par l'équipe de l'Observatoire régional de la Santé



Pieros : 20 ans déjà !... Et un succès qui ne se dément pas !

En Auvergne-Rhône-Alpes, Pieros, la base documentaire exhaustive sur les études d'observation en santé publique et médico-social a fêté ses 20 ans ! Pieros reste une référence avec des consultations toujours en progression (+ 18 % de consultation par an en moyenne) par des acteurs de santé et par des chercheurs qui peuvent ainsi avoir facilement accès aux travaux les plus récents, comme à des études plus anciennes, permettant notamment de mesurer les évolutions survenues sur différentes thématiques.

En complément de Pieros, le **Blog Veille Santé Social** signale les nouvelles publications régionales et nationales en temps réel !



La PFOSS : recherches... et réseau sur la santé et le social !

Pilotée par la DREETS et animée par l'ORS, la PFOSS permet de croiser les réseaux d'acteurs de terrain et de chercheurs, en santé publique et social, afin de partager les préoccupations, réflexions et de diffuser les connaissances produites en santé et social. Plus de 250 professionnels et chercheurs ont, venant de toute la région et parfois au-delà, participé aux rencontres de la PFOSS en 2024.

2024 a été particulièrement placée sous le signe des moyens d'observation : comment mieux comprendre et utiliser les données de l'INSEE, celles issues de l'« open data », les baromètres, les outils de visualisation. Cette année a aussi permis de travailler ensemble sur les inégalités de santé, et sur une thématique majeure, qui est enfin de plus en plus abordée dans les politiques locales de santé (Contrats locaux de santé...) : le handicap.



Rénovation énergétique : quel impact sur la santé des habitants du logement ?

L'année 2024 est synonyme d'une avancée majeure dans la première phase d'une étude innovante portant sur l'impact sur la santé de la rénovation énergétique dans le logement : RENOV'SANTE. Sous l'égide de la chaire d'excellence HOPE et avec la participation de multiples partenaires dont SOLIHA, le CSTB, les Compagnons Bâisseurs... , cette étude croise différentes méthodologies (enquêtes par entretiens qualitatifs, questionnaires, bases de données en santé). L'ORS est en charge du recueil des données et poursuit leur traitement. Il s'apprête à démarrer la phase 2 sur le ressenti et le vécu des habitants en termes de santé, ainsi que l'impact en matière de consommation de soin, après travaux.



De nouveaux indicateurs dans OSE, base de données pour l'Observation en Santé Environnement !

Hébergée par l'ORS et co-construite avec l'ARS et le CEREMA, OSE a évolué en 2024 : de nouveaux indicateurs ont été intégrés, accessibles à tous, permettant d'affiner la connaissance des contextes environnementaux à des échelles locales (communes, EPCI...).

Balises : le confort d'utilisation amélioré et toujours des réflexions pour de nouveaux indicateurs

L'accès à Balises, et notamment aux données d'observation locale est toujours en évolution, pour que les utilisateurs puissent accéder plus rapidement et facilement aux données qu'ils recherchent.

Par ailleurs, dans le souci d'affiner les réponses aux besoins et demandes exprimés par les acteurs de santé et élus locaux, l'équipe du pôle statistique réfléchit à de nouveaux indicateurs qu'il pourrait être pertinent d'ajouter, pour éclairer les inégalités sociales, mais aussi la problématique des addictions avec produits... Affaire à suivre !

En 2024, les séances de formation à Balises par webinaire ont encore affiché complet !



Addictions aux substances psychoactives : quelles problématiques, sur quels territoires ?

En 2024, plusieurs travaux ont porté exclusivement sur les addictions en lien avec le lancement des appels à projet de la MILDECA. Il y a ainsi un enjeu fort pour les territoires (villes, départements) à mieux connaître les besoins et leur nature en matière d'addictions et de consommations problématiques de substances psychoactives : plusieurs indicateurs permettent de mieux comprendre les situations locales et les besoins en matière de prévention.



Où sont les ressources d'aide pour les femmes victimes de violences ? Une cartographie régionale pour mieux les repérer

Ce travail permettra de repérer rapidement toutes les ressources d'aide existantes pour les femmes victimes de violences, par département.

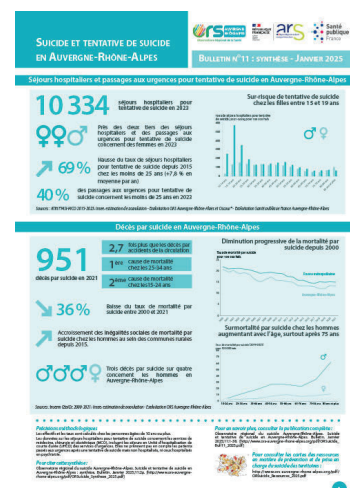
<https://stopviolences-auvergne-rhone-alpes.fr>

Suicide et tentatives de suicide : 2024 année préparatoire à l'évaluation du dispositif Vigilans

L'ORS participe à l'instance régionale de prévention du suicide, notamment en traitant des données quantitatives et qualitatives. Les travaux réalisés en 2024 ont continué à explorer l'impact des inégalités sociales qui se manifeste dans la problématique du suicide, à l'instar de ce qui est observé sur d'autres enjeux de santé publique.

En 2024, le public des personnes LGBTI+ a été plus particulièrement exploré, celui-ci semble surexposé à certaines formes de souffrance psychique.

Le dispositif de prévention de la récurrence suicidaire, Vigilans sera évalué par l'ORS en 2025. 2024 a permis de préparer cette évaluation, notamment en actualisant la typologie des territoires, qui analyse la situation et les besoins à des échelles infra-départementales. Cette typologie pourra être remobilisée ultérieurement dans d'autres travaux.



Les évaluations de programmes de prévention et de dispositifs en augmentation en 2024 : Terminées ou démarrées, ces évaluations témoignent du besoin des acteurs et porteurs de projets de « faire le point » et de disposer d'informations pour savoir comment éventuellement affiner ou réorienter leurs actions. Ces évaluations portent sur des sujets très divers :

- Programme régional de renforcement des compétences psychosociales (Addictions France et Promotion Santé)
- Plan addictions de la ville d'Annecy (ville d'Annecy)
- Programme de promotion de la santé en matière de vie intime, affective et sexuelle chez les personnes en situation de handicap psychique ou mental (Compagnie du Savon Noir)
- Programme régional Pacap (Petite enfance, Alimentation, Corpulence, Activité, Physique)
- Dispositif « Psy de rue » (Sauvegarde Drôme)
- Contrat Local de Santé du Pays Diois
- Contrats locaux de santé en région
- Prévention de la récurrence suicidaire : Vigilans



La santé mentale : un sujet pointu !

En 2024, l'ORS a réalisé, en partenariat avec le réseau Enfant Sujet (Drôme et Ardèche) et le Comité d'Hygiène Sociale de la Drôme (CHS 26), une étude exploratoire sur les articulations possibles entre acteurs du soin psychique et autres acteurs intervenant auprès des enfants et adolescents en souffrance psychique.

Qu'est-ce qu'un diagnostic ? Qu'est-ce que le soin en santé mentale ? Et comment travailler ensemble, entre soignants et non-soignants ? Autant de questions à travailler et partager, entre partenaires.

Les diagnostics locaux de santé (DLS) : un temps de sensibilisation et de partage sur les enjeux de santé publique, à l'échelle des collectivités locales

Élus, professionnels du sanitaire, du social, de l'insertion,... et habitants participent à rassembler les informations sur les besoins d'un territoire et à faire émerger une dynamique et une culture commune en santé publique. Il s'agit notamment de montrer que la santé c'est parler des déterminants de la santé et parler de la prévention, et que la mutualisation est plus pertinente que la concurrence en matière d'offre de soins.

En 2024, les DLS se sont déroulés dans le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, l'Ain, l'Isère, l'Ardèche et la Drôme.

8 DLS réalisés en 2024



Présentation de l'ORS

Missions et objectifs principaux

Dans le cadre de sa mission générale d'aide à la décision, l'ORS s'attache à répondre à trois grands objectifs :

- rassembler, analyser et valoriser les données régionales disponibles du champ sanitaire et social et les rendre accessibles aux différents partenaires ;
- susciter ou réaliser des études dans des domaines mal explorés ;
- apporter une expertise en santé publique.

Les activités de l'ORS

À ces objectifs correspondent aujourd'hui cinq types d'activités.

• Des études

Les travaux d'observation de la santé et l'activité d'étude en général représentent la première activité en matière de charge de travail de l'ORS. De nombreux travaux en santé publique sont ainsi réalisés : travaux sur des indicateurs sanitaires et sociaux, tableaux de bord sur la santé, enquêtes épidémiologiques, études qualitatives, diagnostics de santé sur différents territoires, collaborations scientifiques...

• Une compétence et une expérience dans la pratique de l'évaluation

Depuis plusieurs années, l'ORS, dans le cadre de sa mission d'aide à la décision et à l'action en santé publique, a développé une expertise dans le domaine de l'évaluation d'actions ou de programmes de santé, qu'il s'agisse d'évaluations externes ou d'accompagnement à la réalisation d'évaluations internes. Ce dernier mode d'intervention (accompagnement) est mis en œuvre depuis plusieurs années, tout d'abord dans le cadre de l'Espace régional de santé publique puis, à partir de 2015, dans le cadre du Pôle régional de compétences et, depuis 2018, dans le cadre du nouveau dispositif Émergence.

• Une offre d'expertise en santé publique

Différentes offres de conseil sont présentes à l'ORS. De l'aide à la construction ou l'interprétation d'indicateurs, au soutien méthodologique en passant par la contribution à différents groupes de travail ou instances de réflexion à des interventions lors de rencontres, journées d'échanges ou actions de formation, l'ORS répond à des besoins de plus en plus souvent exprimés par les acteurs comme par les décideurs d'expertise en santé publique.

• Une documentation au service du public et des professionnels

Le service Documentation de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes collecte et met à disposition d'un public essentiellement composé de professionnels et d'étudiants toutes les informations nécessaires à la recherche ou à l'action en matière de santé publique. Il propose, soit un accès direct aux données et travaux régionaux, soit une orientation vers les sources d'informations spécifiques. À cette fin, il gère un fonds documentaire constitué de périodiques, ouvrages, rapports, dossiers de presse thématiques et une base de données bibliographiques informatisée. Il entretient d'autre part un partenariat privilégié avec les services documentaires d'autres structures.

• Le développement d'outils d'information et de communication en santé publique

Pour favoriser l'accès aux informations, l'ORS développe, au travers des différentes techniques de communication, plusieurs outils de type base de données accessibles sur Internet. Parmi ces outils, peuvent être cités le site Pieros (Portail de l'observation sanitaire, médico-sociale et sociale) qui recense les travaux d'observation de la santé et du social réalisés dans la région ou encore le site Balises, base de données d'indicateurs locaux de santé.

Financements 2024

• Produits

En 2024, l'Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes a comptabilisé 1 019 759,81 euros de produits d'exploitation (après retraitement des fonds dédiés) contre 1 146 986,38 euros de produits en 2023.

Il convient de retraiter sur ces produits la part des fonds reversés à des partenaires dans le cadre de projets communs, ainsi que les pertes éventuelles sur projets.

Après retraitement, les produits 2024 s'élèvent à 1 013 602,81 euros contre 1 078 948,38 euros en 2023, soit une diminution global de 65 k€.

	2024	2023	Variation
Produits d'exploitation	1 010 208,31 €	980 650,38 €	29 557,93 €
Fonds reportés N-1	146 551,50 €	243 986,00 €	- 97 434,50 €
Fonds N	- 137 000,00 €	- 77 650,00 €	- 59 350,00 €
TOTAL	1 019 759,81 €	1 146 986,38 €	-127 226,57 €
Fonds reversés	- 6 157,00 €	- 44 596,00 €	38 439,00 €
Perte sur projets	- €	- 23 442,00 €	23 442,00 €
TOTAL retraité	1 013 602,81 €	1 078 948,38 €	- 65 345,57 €

Cela s'explique principalement par le fait qu'un montant important de fonds dédiés a été reporté sur 2024, notamment dans le cadre du projet RENOV'SANTE.

En effet, l'étude a été retardée sur 2024 et les fonds ont été reportés à hauteur de 149 k€ sur l'année 2025.

• Charges

En 2024, l'Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes a comptabilisé 1 040 444,49 euros de charges d'exploitation (après retraitement des fonds dédiés, reversements et pertes) contre 1 054 521,65 euros en 2023.

	2024	2023	Variation
Charges d'exploitation	1 183 601,49 €	1 200 209,65 €	- 16 608,16 €
Retraitement fonds dédiés	- 137 000,00 €	- 77 650,00 €	- 59 350,00 €
Retraitement fonds reversés	- 6 157,00 €	- 44 596,00 €	38 439,00 €
Retraitement perte sur projets	- €	- 23 442,00 €	23 442,00 €
TOTAL retraité	1 040 444,49 €	1 054 521,65 €	- 14 077,16 €

Cette diminution s'explique essentiellement par la diminution de la masse salariale à hauteur de 21 k€. Cette baisse est consécutive à la diminution significative de la provision congés payés sur 2024 (moins de stock de congés payés et départ de salariés remplacés sur l'exercice).

À noter par ailleurs la hausse des services extérieurs, notamment du fait de la régularisation de charges locatives sur l'établissement de Clermont-Ferrand.

Le résultat de l'année 2024 présente un déficit d'un montant de 20 880 € contre un excédent en 2023 d'un montant de 21 500 €.

Budget prévisionnel 2025

Budget Prévisionnel 2025

CHARGES	MONTANT €	PRODUITS	MONTANT €
60- ACHATS	140 907	70- VENTES, PRESTATIONS DE SERVICES	58 612
Achats d'études et Prestations de services Renov'Santé	125 241	DREETS_Pfoss	58 612
Frais d'études - Collaboration	585	74- SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	713 738
Electricité - Eau	4 289	ARS Auvergne-Rhône-Alpes	675 400
Fournitures d'entretien et petit équipement	1 624	Complément DLS_Annecy	10 638
Fournitures administratives et matériel informatique (dont outil de calcul_6000 €)	8 630	Evaluation addiction_Chambéry	18 000
Fournitures copies	538	DLS_Val de Drôme Biovallée	4 775
61- SERVICES EXTERIEURS	91 932	Conseil départemental_Drôme	3 000
Locations immobilières et charges locatives dont taxe foncière	52 550	Métropole_Mobilité	1 925
Locations copieurs	8 709	75- CONTRIBUTIONS FINANCIERES / COTISATIONS	112 015
Locations voitures	4 939	Ireps_Promotion santé Auvergne-Rhône-Alpes	51 480
Entretien locaux et entretien matériels	6 312	URPS Médecins_Pieros	4 000
Maintenance	13 210	Fnors Groupes Communication, Documentation, Santé environnement	3 500
Assurance	1 828	URPS Médecins_Cancer du Pancréas	43 925
Documentation	2 385	URPS Pharmaciens_Stat Pharmacies	8 625
Frais de colloques et séminaires	2 000	Cotisations	485
62- AUTRES SERVICES EXTERIEURS	61 843	76- PRODUITS FINANCIERS	8 152
Honoraires (Expert comptable, Commissaire aux comptes, Avocat...)	24 066		
Cadeaux	100	77- Quote part subvention d'investissement	1 700
Hébergement site/nom de domaine	1 585		
Catalogues et imprimés	986		
Frais de déplacement	17 923	78- REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES	262 638
Réceptions	1 354		
Affranchissements, téléphone, Internet	7 414	Report_ressources sur 2026	-14 425
Frais bancaires	887		
Cotisations et adhésions (dont Fnors)	7 527	Utilisation des fonds propres	3 395
64- SALAIRES ET CHARGES	838 018		
65- AUTRES CHARGES	501		
68- DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	12 623		
TOTAL CHARGES	1 145 824	TOTAL PRODUITS	1 145 824

Année 2024 en chiffres

42 études

34 partenaires financiers

8 DLS réalisés

5 webinaires Balises

3 rencontres PFOSS en présentiel

86 demandes documentaires

211 études intégrées dans Pieros



19 personnes ont travaillé à l'ORS

2 internes de santé publique

10 salariés formés

One Health

Sécurité au travail (SST, électricité)

Techniques de communication documentaire

300 heures de formation

Nos travaux

- **Activités généralistes**

Les diagnostics locaux de santé (DLS)

Qu'est-ce qu'un diagnostic local de santé ?

Les diagnostics locaux de santé (DLS) ont pour objectif de dresser un état des lieux de la situation sanitaire à l'échelle d'un territoire et de faire ressortir les besoins de la population, les points forts et les points de vigilance concernant l'offre ainsi que l'accès aux soins et à la prévention. Il s'agit d'un outil qui permet de « désinvisibiliser » la santé et de nourrir les planifications locales en santé, notamment les Contrats locaux de santé (CLS).

La démarche d'un DLS consiste en une démarche d'observation concertée et co-construite avec les commanditaires, mais aussi partagée avec les professionnels et les habitants d'un territoire. **Les commanditaires et financeurs de diagnostics locaux de santé sont principalement l'Agence régionale de santé mais également les collectivités locales.** Selon les cas, l'ARS ou les collectivités locales sont le financeur unique, dans d'autres cas il peut y avoir co-financement.

Les DLS s'appuient sur deux types de données :

- Des **données statistiques**, issues des bases de données en santé, qui permettent d'objectiver la situation du territoire, de la comparer avec celle de la région, avec celle d'autres territoires, ou d'affiner la connaissance du territoire à des échelles plus fines (découpages *ad hoc* au sein des EPCI, communes ...). Les principales données utilisées sont les suivantes :
 - **Données socio-démographiques** (population, emploi, revenu, qualification, minima sociaux, allocations...);
 - **Données d'offre et de recours aux soins** (professionnels de santé libéraux, remboursements de santé, etc.);
 - **Données d'hospitalisation** (séjours hospitaliers, motifs d'hospitalisation, et actes ambulatoires...);
 - **Les affections de longue durée (ALD) ;**
 - **Les traitements médicamenteux ;**
 - **Les données de mortalité et causes de décès.**

Des données en santé environnement sont également mobilisées. Elles concernent principalement : la qualité de l'air, de l'eau, la présence de radon, le bruit, les mobilités, la précarité énergétique.

Ces données permettent de d'objectiver la connaissance « de terrain » qu'ont les acteurs du territoire des enjeux locaux de santé. Enfin, les comparaisons entre territoires, et notamment avec les valeurs régionales, permettent de repérer les écarts qui peuvent constituer des points de vigilance ou d'alerte à l'échelle du territoire observé.

- Des **données qualitatives**, issues d'entretiens semi-directifs individuels ou collectifs, avec différents types d'acteurs présents sur le territoire :
 - Les professionnels de santé du secteur public, associatif et libéral : hôpitaux et cliniques, soignants exerçant seuls ou en mode organisé collectivement voire regroupé (MSP, CPTS notamment) ;
 - Les professionnels non-soignants, mais qui sont à différents titres acteurs de santé sur leur territoire, en termes de déterminants de la santé ou de prévention primaire : les professionnels du social et du médico-social, de la prévention, de l'éducation, du lien social, de l'insertion et de l'emploi, du logement, de l'urbanisme, de l'environnement...
 - Les habitants, dont les savoirs expérientiels permettent d'affiner la compréhension des points forts et points faibles du territoire ;
 - Les élus, dont la connaissance des différents enjeux territoriaux facilite les réflexions transversales autour de la santé.

Selon les diagnostics, les besoins exprimés par les commanditaires et les moyens possibles à mobiliser, les entretiens collectifs ou individuels incluront toutes ces catégories d'acteurs ou seulement certaines d'entre elles. De même, le nombre d'entretiens individuels ou collectifs pourra varier.

Le volet qualitatif des DLS permet à la fois un partage des connaissances, mais aussi des échanges, voire des débats, sur les besoins de la population ou de telle ou telle catégorie de public et les réponses qui sont apportées, les difficultés qui sont encore insuffisamment prises en compte, et la manière dont le travail en réseau et en partenariat, entre professionnel, facilite l'accès aux soins et à la prévention des habitants ainsi que leur parcours de soins.

Déroulement d'un diagnostic local de santé

Les DLS débutent par la phase quantitative-statistique, afin de repérer les éventuels grands points d'alerte ou de vigilance, et se poursuivent par la phase qualitative. Celle-ci basée sur l'expérience et les connaissances des acteurs de terrain, mais aussi sur leur niveau et besoin d'interconnaissance et de partenariat, peut confirmer ou constituer un premier socle pour mettre en place des dynamiques collectives qui seront remobilisées pour l'élaboration d'un Contrat local de santé, et tout au long du déploiement de celui-ci. La restitution des données statistiques et qualitatives peut se faire de manière séparée ou sur un même temps. Les résultats des deux volets sont présentés aux commanditaires du DLS, mais également aux acteurs de santé ayant participé à la phase qualitative. Selon les besoins exprimés par les commanditaires et les moyens possibles à mobiliser, le livrable sera constitué d'un diaporama détaillé ou d'un rapport.

Plaine de Limagne



Partenaires : Communauté de communes Plaine de Limagne

Financeurs : ARS

Calendrier : janvier 2024-décembre 2024



Bourg-en-Bresse



Partenaires : Saint Denis Lès Bourg, Péronnas, Bourg-en-Bresse, Viriat, Bourg Agglomération, ARS

Financeurs : ARS

Calendrier : deuxième semestre 2023 - premier semestre 2024

8 DLS réalisés en 2024



La Matheysine



Partenaires : Communauté de communes de la Matheysine, ARS

Financeurs : ARS

Temporalité : dernier trimestre 2023 – dernier trimestre 2024



Pays Diois



Partenaires : Pays Diois aux sources de la Drôme

Financeurs : ARS

Calendrier : 1er trimestre 2024



Pays de Lafayette



Partenaires : Communauté de communes Rives du Haut-Allier, Brioude Sud Auvergne communauté de communes, Auzon communauté

Financeurs : ARS

Calendrier : janvier 2024-décembre 2024



Montélimar Agglomération



Partenaires : Montélimar Agglomération, Ville de Montélimar

Financeurs : ARS

Temporalité : fin 2023 et année 2024



Sud Ardèche



Partenaires : Communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, Bassin d'Aubenas communauté, communauté de communes Berg et Coiron, Gorges de l'Ardèche l'Interco, Communauté de communes Val de Ligne

Financeurs : ARS

Calendrier : juin 2024-janvier 2025



Porte de DrômArdèche



Partenaires : Communauté de Communes de Porte de DromArdèche

Financeurs : Communauté de Communes de Porte de DromArdèche

Temporalité : dernier trimestre 2023 - dernier trimestre 2024

DLS Porte de DrômArdèche

🎯 La Communauté de Communes de Porte de DromArdèche souhaitait mettre à jour le diagnostic local de santé quantitatif réalisé il y a une dizaine d'années et l'enrichir avec un volet d'enquête qualitative, et ce afin de préparer l'élaboration du second Contrat local de santé (CLS).

✓ Méthodologie :

- Un état des lieux quantitatif à partir des bases de données en santé accessibles à l'ORS, avec un sous-découpage géographique en trois sous-territoires : Vallée du Rhône, Valloire et Galaure.
- Une étude qualitative menée par entretiens semi-directifs :
 - 3 groupes avec des professionnels rencontrés à 2 reprises : un temps de travail sur les constats partagés, puis un second temps d'élaboration de « pistes d'actions » en vue de la préparation du Contrat local de santé, sur les thématiques : Santé mentale : du besoin d'écoute au besoin de soins / Santé des personnes en situation de handicap / Santé des personnes âgées
 - 1 entretien collectif avec les professionnels de santé de la CPTS
 - 3 entretiens collectifs avec des élus : un par sous-territoire

Principaux résultats :

Le territoire présente de forts contrastes avec des territoires relativement urbains, comprenant des publics en situation de défavorisation sociale, présentant des points de vigilance en matière d'état de santé, mais relativement bien desservis en termes de transports en commun et des territoires ruraux présentant un profil socio-économique moins vulnérable ou favorisé, mais qui peut être fragilisé par les difficultés d'isolement en rural ou le déficit de ressources de mobilité, tout particulièrement les jeunes et les personnes âgées. Des attentes fortes des professionnels de santé du premiers recours ont émergé vis-à-vis des ressources de soins psychique : le besoin de mieux se connaître et de pouvoir plus facilement entrer en contact ont été soulignés. Au-delà, les élus ont témoigné de réalités bien différentes selon les territoires, avec une réflexion sur le cadre de vie et le lien social comme leviers de bonne santé mentale.

DLS La Matheysine

🎯 La communauté de communes de la Matheysine est un territoire rural, de montagne, qui est concerné par les difficultés de mobilité et de raréfaction de l'offre de soins, comme beaucoup de territoires ruraux. Pourtant, sa proximité avec Grenoble et la présence d'un hôpital dans la ville centre (La Mure sur Isère) ainsi que son attractivité, constituent des atouts certains. Les élus du territoire ont souhaité mieux connaître les besoins en santé sur leur territoire, en vue de consolider et affiner encore leur politique locale de santé, notamment au travers d'un CLS.

✓ Méthodologie :

- Un état des lieux quantitatif à partir des bases de données en santé accessibles à l'ORS
- Une étude qualitative menée par entretiens semi-directifs avec des professionnels présents ou intervenant sur le territoire (au total, plus de 80 professionnels rencontrés), ainsi qu'un groupe d'habitants, sur les thématiques suivantes : Environnement et cadre de vie / Offre de soins et accès aux soins et à la prévention / Santé mentale / Santé des personnes en situation de précarité / Santé des femmes / Santé des personnes âgées

Principaux résultats :

Des points de vigilance sont repérés sur certaines communes, où résident plusieurs personnes en défavorisation sociale qui sont en moins bon état de santé, et ce d'autant plus que l'accès aux ressources de soin et d'aide en général, est largement conditionné par le fait d'être ou non véhiculé. En parallèle, une réelle dynamique locale est repérée, notamment du fait de l'existence d'une CPTS. Plusieurs initiatives innovantes (itinérance de certains acteurs locaux...) pour répondre aux besoins de santé de la population complètent le travail fait, en proximité, par l'hôpital de la Mure.

Objectifs :

Dans le cadre de la réalisation du schéma régional de santé, l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes a souhaité éditer un atlas visant à présenter un état des lieux portant sur les caractéristiques de la population, son état de santé, la démographie de certains professionnels de santé et les inégalités sociales et territoriales de santé en Auvergne-Rhône-Alpes. Cet atlas fait l'objet d'une actualisation annuelle.



Financier : ARS Auvergne-Rhône-Alpes



Méthodologie et résultats :

L'objectif de cet état des lieux est d'agréger en un seul document les principaux indicateurs de santé de la population et d'offre de soins d'Auvergne-Rhône-Alpes et leur évolution temporelle. Il s'agit notamment d'identifier le positionnement de la région par rapport au niveau national, mais également d'appréhender les disparités infra-régionales pouvant exister. En 2024, l'ORS a actualisé les données relatives à la situation socio-démographique et à l'état de santé. L'actualisation des données relatives à la démographie de certains professionnels de santé sera réalisée par l'ARS en 2025.

Observatoire du suicide

Avec plus de 950 décès par an et plus de 10 300 tentatives de suicide, les conduites suicidaires constituent une préoccupation importante en Auvergne-Rhône-Alpes. Face à ce problème de santé publique, l'Observatoire régional du suicide, créé par l'Agence régionale de santé en 2012 (intégré en 2022 dans l'Instance régionale de prévention du suicide), poursuit sa réflexion, pour mieux comprendre le suicide et contribuer à sa prévention.

Objectifs :

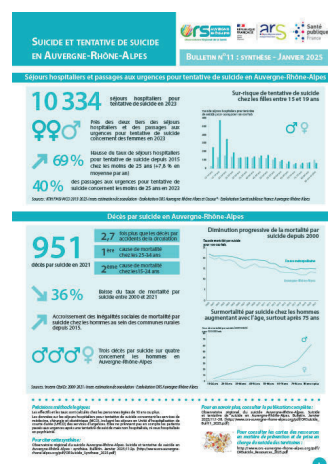
- Publier un bulletin régional (n°11) sur le suicide et les tentatives de suicide en Auvergne-Rhône-Alpes : analyse des données de mortalité par suicide et d'hospitalisations en MCO (Médecine chirurgie obstétrique) pour tentative de suicide, actualisation d'une typologie des territoires, rédaction de focus populationnels par classe d'âge (10-24 ans, 45-64 ans et 65 ans et plus), production de focus sur le fonctionnement et l'activité du numéro national de prévention du suicide (3114) et du dispositif Vigilans ;
- Réaliser une synthèse (2 pages) pour accompagner le bulletin n°11 ;
- Élaborer des portraits départementaux ;
- Produire des cartes pour rendre visibles les ressources de prévention et de soins.

Zoom Thématique annuelle :

Préparation de l'évaluation du dispositif Vigilans : rédaction du protocole et du guide d'entretien.



Partenaires : ARS, Santé publique France – Cellule Auvergne-Rhône-Alpes, psychiatres, cellules de coordination de Vigilans et du 3114, associations d'Auvergne-Rhône-Alpes



Balises

Cela fera 15 ans, en 2025, que le site Balises existe avec le soutien financier de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes. Les dernières années sont marquées par l'enrichissement de nouvelles bases de données comme "Santé des jeunes" et OSE "Observation en santé environnement" ainsi que par l'élaboration d'ateliers, sous forme de webinaire, ouverts à tout public pour permettre la prise en main du site et favoriser son utilisation et la connaissance des bases de données disponibles.

Objectif :

Répondre aux besoins exprimés par un nombre croissant de collectivités de disposer de données de santé. Pour ce faire, le site Balises propose de mettre gratuitement en accès libre des indicateurs validés et standardisés sur les territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



Le site Balises :

- développe les indicateurs pour l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- calcule les taux et les taux standardisés pour les différents niveaux géographiques et réalise les tests de significativité de ces taux ;
- transmet ces indicateurs sous une forme facilement accessible (tableaux en ligne, exportation des données Excel et portraits synthétiques PDF) ;
- fournit des clefs de lecture de ces indicateurs.



4 webinaires Balises ont été organisés en 2024

- Interroger la base Observation locale - Jeudi 26 septembre 2024
- Interroger une base thématique - Jeudi 17 octobre 2024
- Interroger la base Santé des jeunes - Mardi 12 novembre 2024
- Interpréter et comprendre les indicateurs de Balises – Jeudi 12 décembre 2024

Animation de l'outil OSE (Observation en santé Environnement)

Objectif :

Permettre, grâce à l'outil OSE, intégré dans Balises, de mettre à disposition des collectivités et du grand public des données en santé-environnement. OSE est mis à jour annuellement et régulièrement enrichi de nouveaux indicateurs.



Méthodologie et résultats :

La base de données OSE actualisée en 2024, avec l'ajout de nouveaux indicateurs (précarité énergétique, équipements sportifs...). Une réflexion a également été entamée autour de potentiels futurs indicateurs relatifs à l'accès aux espaces verts ainsi qu'au changement climatique.

De plus, un webinaire de présentation de l'outil OSE à destination des collectivités a été organisé et a permis de rassembler plus de 80 participants.



1 webinaire OSE a été organisé en 2024

- Accompagner vos premiers pas vers la réalisation d'un diagnostic local en santé-environnement – 1^{er} octobre 2024

Balises Santé des jeunes : un suivi d'indicateurs spécifiques aux jeunes de moins de 25 ans

Objectifs :

- Organiser et actualiser, chaque année, les données existantes sur la santé des jeunes
- Mettre à disposition de tous des indicateurs de santé et de l'offre de soins concernant les enfants, les adolescents et les jeunes
- Contribuer à en faire l'analyse territoriale
- Contribuer à organiser les échanges de données avec les PMI et les Rectorats.

Possibilité de suivre l'évolution d'indicateurs prioritaires

Un diaporama composé de fiches dédiées permet de suivre l'évolution de plusieurs indicateurs identifiés comme prioritaires au regard du PRS. Cette base de données comprend des indicateurs se répartissant en sept chapitres (Contexte, Offre et recours aux soins, Indicateurs concernant les 0-1 an, les 2 à 6 ans, les 7 à 11 ans, les 12 à 18 ans et le 19 à 25 ans). Les indicateurs disponibles au niveau régional, départemental et au niveau des EPCI, quand la donnée était disponible et les effectifs suffisants, ont été actualisés.



Partenaires : PMI, Rectorats
Financeurs : ARS
Calendrier : janvier 2024-décembre 2024

Échange de données avec les PMI et les Rectorats

Le travail en collaboration avec les services de PMI de la région et avec les Académies de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, dans le cadre de la convention de partenariat pour la promotion de la santé à l'école avec l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, a permis la mise en place d'un recueil de données relatives au bilan de santé réalisé chez les enfants de 3-4 ans, à la visite médicale de la 6^{ème} année ainsi qu'au bilan infirmier de la 12^{ème} année. LIEN (Logiciel infirmier de l'Éducation Nationale), application informatique nationale utilisée par les infirmiers scolaires pour le suivi de la santé des élèves dans les collèges et lycées publics depuis 2022, ne permet pas actuellement l'utilisation de données de santé dans le cadre d'un suivi régional.

Pieros

Faciliter l'accès aux études régionales en observation santé, médico-sociale et sociale

PIEROS a été ouvert en avril 2004, avec pour objectif de faciliter l'accès aux études en santé publique concernant la région Rhône-Alpes. En 2016, les trois volets qui avaient été successivement ouverts (santé, social, médico-social) ont fusionné dans une seule base d'études et étendus à la région.

En 2024 :

- 211 études ont été saisies dans Pieros ;
- 3 newsletters ont été envoyées ;
- 3 flashes info ont été envoyés en lien avec l'actualité : Octobre rose, Mois sans tabac et Semaine européenne de dépistage du cancer du col l'utérus ;
- Une vidéo de présentation du site a été réalisée à l'occasion des 20 ans de Pieros en 2024 et diffusée sur les réseaux sociaux et par mail.

Les visites sur le site sont en augmentation de 18 % en 2024 (par rapport à 2023).



Partenaires : ARS, Dreets, URPS Médecins, Promotion santé et Creai
Financeurs : ARS, Dreets, URPS Médecins
Calendrier : janvier 2024-décembre 2024

Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale Auvergne-Rhône-Alpes (PFOSS)

 **Objectifs :** Diffuser la connaissance et mutualiser les compétences entre acteurs et actrices de l'observation sanitaire et sociale sur la région en abordant collectivement des sujets préalablement identifiés par les membres de la plate-forme.

En 2024, sont dénombrés :

4 ateliers en visioconférences

- Construction et usage des baromètres (Intervenants : Odenore, Métropole de Grenoble, Agences d'urbanisme de Lyon et Grenoble)
- Les données de l'Insee (Intervenant : Service Études et diffusion de l'Insee Auvergne-Rhône-Alpes)
- Opendata et dataviz au service des territoires (Intervenants : Département de l'Isère, Observatoire métropolitain des solidarités de Lyon)
- Les démarches participatives (Intervenants : Mrie, Ocellia et laboratoire Pacte de l'UCA)

2 webinaires

- L'inclusion numérique (Intervenants : Hinaura, Agate, Départements de la Loire et de l'Allier)
- La redistribution (Intervenants : Département des comptes nationaux de l'Insee, Drees)

3 journées d'échanges en présentiel

- Observation des inégalités (Lieu : Dreal Auvergne-Rhône-Alpes à Lyon)
- Handicap (Lieu : ARS Auvergne-Rhône-Alpes à Clermont-Ferrand)
- Projection et prospective (Lieu : Département de l'Isère à Grenoble)

285 partenaires réunis

45 intervenant·es

10 expert·es invité·es

**Financier : Dreets**

Pilotage : Dreets Auvergne-Rhône-Alpes / Coordination : ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Partenaires : plus de 70 structures adhérentes

Site internet : www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr

• Études thématiques

○ Population

Évaluation Petite enfance alimentation corpulence activité physique – PACAP

🎯 Identifier les actions PACAP considérées comme probantes

Le programme PACAP permet de promouvoir une alimentation équilibrée et de lutter contre la sédentarité auprès des jeunes enfants de 0 à 6 ans. L'évaluation annuelle permet de décrire les actions. Les actions identifiées comme probantes sont cartographiées et permettent de suivre le développement territorial de PACAP.

✅ 24 communes ont bénéficié en 2022 d'au moins une intervention probante PACAP

- Actualisation annuelle des données d'évaluation de processus des actions 2022 à partir d'un questionnaire mis en ligne sous Limesurvey. L'analyse a porté sur 15 interventions financées, 32 communautés d'enfants ont bénéficié d'une intervention PACAP et parmi elles 19 étaient considérées comme probantes. Au total, 1 001 actions ont été mises en place pour les communautés d'enfants. Ces actions ont concerné 2 857 enfants (de 10 à 1 500 enfants selon les communautés d'enfants).
- Participation au séminaire régional de PACAP
- Mise en place d'un outil de suivi à destination des DT ARS

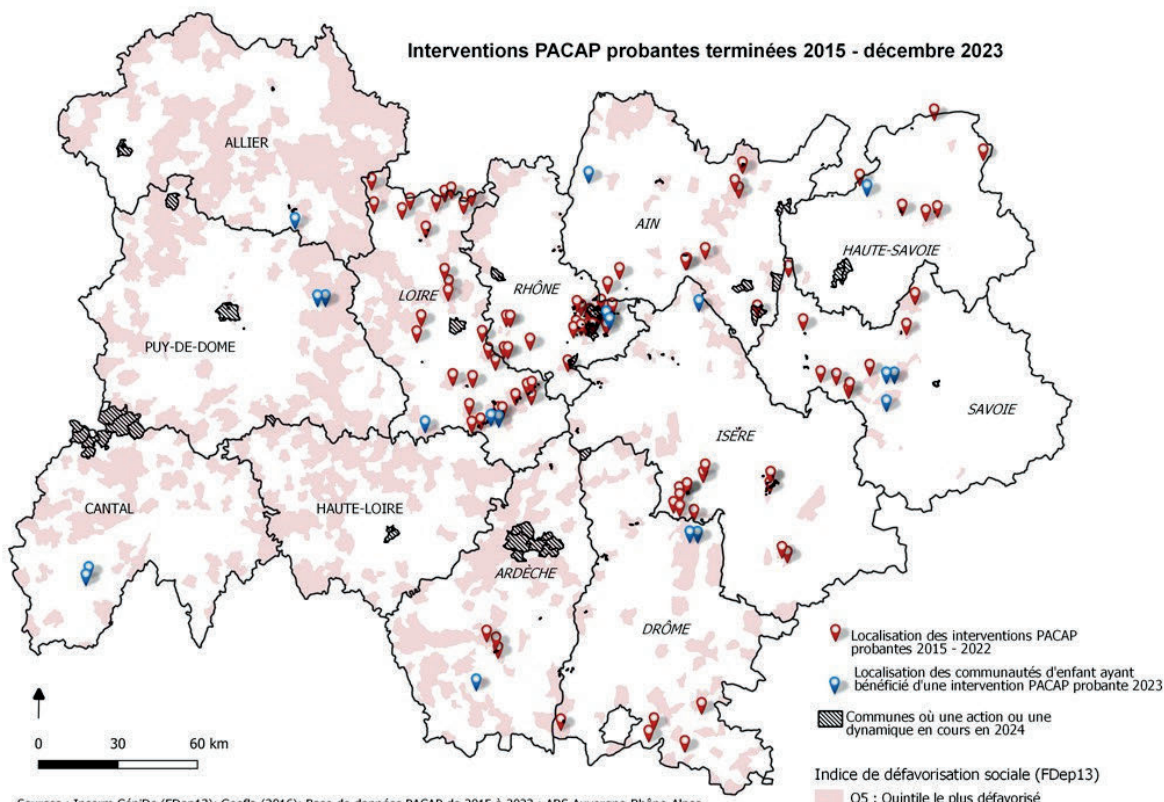


Partenaires : Les porteurs de projet

PACAP, Promotion santé

Financiers : ARS

Calendrier : janvier 2024-septembre 2024



Sources : Inserm CépiDc (FDep13); Geofla (2016); Base de données PACAP de 2015 à 2023 ; ARS Auvergne-Rhône-Alpes
Réalisation : ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Au 31 décembre 2023 :

Interventions financées et terminées

83 interventions PACAP financées et terminées
174 communes concernées

Part des communautés d'enfants ayant bénéficié d'une intervention PACAP considérée comme probante et déployée sur un territoire prioritaire

Entre 2015 et 2019 : 38 %
Entre 2020 et 2023 : 60 %
(29 interventions probantes PACAP / 48 financées)

Territoires ayant bénéficié d'au moins une intervention PACAP probante

112 communes ont bénéficié d'au moins une intervention PACAP probante / 838 territoires prioritaires

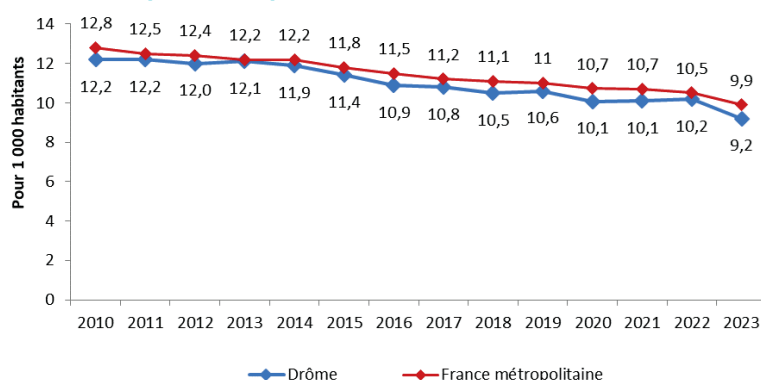
Analyse des certificats de santé du département de la Drôme

🎯 L'objectif de cette étude était non seulement de présenter la santé de la mère et de l'enfant en 2023 dans le département de la Drôme, mais également d'analyser et de suivre les évolutions des principaux indicateurs concernant le déroulement des grossesses et des accouchements, ainsi que l'état de santé des enfants à différents âges (naissance, 9 mois, 24 mois).

✓ Méthodologie et résultats

Les analyses ont porté sur les certificats du 8^e jour (CS8), du 9^e mois (CS9) et du 24^e mois (CS24) remplis en 2023 et transmis à la PMI du département de la Drôme. La part de certificats transmis à l'ORS était plus élevée pour les certificats du 8^e jour que ceux du 9^e et 24^e mois. L'analyse des CS8 a mis en évidence une augmentation de l'âge moyen des mères à la naissance ainsi qu'une moins grande proportion d'enfants nés prématurés qu'en France Métropolitaine.

Évolution du taux de natalité dans le département de la Drôme et en France Métropolitaine depuis 2010



Partenaire et financeur : Conseil départemental de la Drôme
Calendrier : 2024

Étude sur les articulations possibles entre acteurs (soignants et non soignants) autour de la souffrance psychique des enfants et adolescents en Drôme et Ardèche

🎯 Objectif :

Après la crise sanitaire du Covid-19, la souffrance psychique des enfants, adolescents et jeunes est devenue plus visible et sensible pour les acteurs de terrain. Face à l'ampleur des besoins, dans un contexte de tensions en termes de moyens humains, la question se pose de savoir comment les professionnels du soin psychique dialoguent, travaillent et s'articulent avec les professionnels d'autres champs (éducation, insertion, médecine générale, Protection de l'Enfance...).

✓ Méthodologie et résultats :

- Synthèse des grands éléments repérés dans la littérature et enquête qualitative de terrain.
- Enquête qualitative : 65 professionnels du soin psychique ou de l'éducation, formation, insertion, protection de l'enfance, médecine générale, ont été interviewés dans le cadre d'entretiens individuels ou collectifs.

De multiples différences de missions, de contraintes mais aussi de cultures professionnelles rendent les échanges parfois complexes ou trop rares entre professionnels de différentes institutions. Néanmoins, le dialogue s'améliore globalement entre professionnels du soin psychique et professionnels exerçant auprès des enfants, adolescents et jeunes, hors soins psychiques. C'est surtout lors de rencontres pluriprofessionnelles, sur le terrain et autour de cas concrets, que les échanges sont les plus fluides et que des solutions d'aide sont co-construites, dans lesquelles les soins et les autres accompagnements, notamment éducatifs, s'articulent pour aider au mieux l'enfant ou l'adolescent en souffrance psychique.



Partenaires : CHS26, Réseau Enfant Sujet et membres du comité de suivi de l'étude
Financeurs : CHS26, CD Ardèche, CD Drôme
Calendrier : Fin 2023 - Restitution des principaux résultats fin 2024

Évaluation du programme « Les Ateliers de l'amour » - Compagnie du Savon Noir

Objectif :

Évaluer l'atteinte des objectifs tels que définis pour ce programme de prévention concernant la vie intime affective et sexuelle des personnes concernées par un handicap mental ou psychique, vivant majoritairement en structure spécialisée. Cette évaluation devait concerner les résultats obtenus, mais aussi le processus de déploiement du programme. Celui-ci s'est déroulé sur deux années (2022-2023 et 2023-2024), le rapport est en cours de finalisation.



Méthodologie et résultats :

- Traitement des questionnaires élaborés par la Compagnie du Savon Noir et ayant été administrés à tous les bénéficiaires des établissements partenaires du programme / aux équipes de direction et équipes de professionnels des résidences
- Enquête qualitative par entretiens collectifs, au sein de 4 établissements ayant participé au programme, situés en zone urbaine et rurale, dans le Rhône et en Isère

Ce programme expérimental et innovant a mis en exergue les forts besoins des résidents, mais aussi des équipes de professionnels des structures où existe une réelle ouverture sur la légitimité et les attentes de dialogue et d'information en ce qui concerne la vie intime affective et sexuelle. Au-delà d'une amélioration nette du niveau de connaissances des résidents en matière d'anatomie, de sexualité, de contraception, il est repéré un renforcement des compétences psychosociales, particulièrement concernant l'estime de soi, la capacité à dialoguer avec l'autre, le consentement.



Partenaire / Financier : Compagnie du Savon Noir
Calendrier : évaluation sur deux années (2022-2023 et 2023-2024)

Stop violences faites aux femmes en Auvergne-Rhône-Alpes

STOP
VIOLENCES
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Objectif :

Développer une cartographie dynamique des structures qui accompagnent les femmes victimes de violences.

- Recueil des informations sur les structures, géolocalisation et production de la base de données.
- Suivi et coordination de la production de la cartographie dynamique.
- Accompagnement du commanditaire pour le déploiement du site internet dédié.

Méthodologie et résultats :

Publication du site internet qui intégrera la cartographie prévue le 8 mars 2025

- Recueil de données finalisé, harmonisation des informations réalisée.
- Géolocalisation des structures et consolidation de la base de données.
- Suivi de la réalisation de la cartographie et phase de vérification.
- Déploiement du site internet engagé en lien avec le commanditaire.



Partenaires : Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité Auvergne-Rhône-Alpes (DRDFE), Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS), Délégues départementales aux droits des femmes et à l'égalité (DDFE), Observatoire régional de la santé des Hauts de France (OR2S) pour la cartographie dynamique, MédiasLab : site internet
Financier : DRDFE

Calendrier : Site internet <https://stopviolences-auvergne-rhone-alpes.fr> mis en ligne le 8 mars 2025 à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes / Phase de vérification des données par les structures en amont / Suivi de l'actualisation de la base de données et maintenance du site internet à prévoir en 2025 et pour les années suivantes.

○ Santé-environnement

Diagnostics territoriaux en santé environnement (DTSE)

🎯 **Objectif** : Produire des diagnostics territoriaux en santé environnement dans des territoires définis et les partager avec les acteurs locaux afin de les sensibiliser à la fois aux déterminants de la santé et aux enjeux de santé environnementale.

✓ **Au total, 4 DTSE ont été réalisés avec des méthodologies variées**

- L'accompagnement sur le SCoT Rives du Rhône et celui du SCoT Grand Bourg Agglomération ont donné lieu à une présentation d'éléments de diagnostic SE sous un prisme Urbanisme Favorable à la Santé. En sus, pour le premier territoire un atelier réflexif a eu lieu avec certains élus et agents des différentes collectivités. Pour le deuxième territoire, une note de synthèse des enjeux pour le territoire a été rédigée, visant à favoriser l'intégration des enjeux santé-environnement dans le SCoT en cours d'élaboration ;
- L'accompagnement sur le département de la Haute-Savoie a consisté à accompagner la DT ARS74 pour permettre l'appropriation des outils de diagnostic (cartographie, traitement de données, etc.) et un appui méthodologique à la production du diagnostic ;
- L'accompagnement sur le SCoT du Grand Clermont s'est déployé au travers d'une méthodologie de scoring afin d'identifier les communes à enjeux fort pour le territoire.



Partenaire / Financier : ARS Auvergne-Rhône-Alpes (ARS), délégations territoriale ARS (DT ARS)

Calendrier : Annuel - Les territoires concernés en 2024 sont SCoT Rives du Rhône / SCoT Grand Bourg Agglomération / SCoT du Grand Clermont / Département de la Haute-Savoie (74)

Urbanisme favorable à la santé (UFS)

🎯 **Renforcer la prise en compte des déterminants de la santé dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme en améliorant la complémentarité des politiques publiques et la participation des populations**

Dans un contexte d'accroissement des inégalités et de bouleversements environnementaux liés au changement climatique qui menacent la santé des populations, les acteurs publics et les scientifiques s'efforcent de développer des approches plus transversales telles que l'urbanisme favorable à la santé (UFS).

✓ **Méthodologie et résultats** :

L'ORS intervient sur deux objectifs opérationnels du PRSE :

- Sensibiliser et former les décideurs et acteurs de l'urbanisme

Au travers de webinaires, d'intervention lors de journées thématiques et par sa participation à la construction d'une offre de formation régionale.

- Accompagner des territoires dans la mise en œuvre de démarches en UFS et développer la participation des populations

Par le biais de mise à disposition de données ou la réalisation de diagnostics préalables à la réalisation d'un projet ou d'une politique territoriale.



Partenaires : ARS Auvergne-Rhône-Alpes, Réseau des 4 agences d'urbanisme Urba 4, URCAUE

Financier : ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Calendrier : Démarrage des travaux en 2024, poursuite en 2025

Identification des points noirs environnementaux en Auvergne-Rhône-Alpes

Objectif :

Identifier les territoires cumulant des enjeux environnementaux, sanitaires et sociaux, aussi appelés « points noirs environnementaux », afin de faciliter la priorisation d'actions en Auvergne-Rhône-Alpes, dans un but de réduction des inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé (ITESS).



Méthodologie et résultats :

Une analyse bibliographique a été réalisée pour repérer les travaux existants et les méthodes déployées pour l'identification de territoires cumulant des problématiques environnementales, sanitaires et sociales. La méthodologie des scores est ressortie comme étant la plus adaptée pour ces travaux. Une liste d'indicateurs potentiels a été établie pour chacune des trois thématiques, basée sur la littérature.



Partenaire : ARS, Cerema et Santé publique France

Financeur : ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Calendrier : janvier 2024 - décembre 2025

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'action 3.1 du PRSE 4 (2024-2028).

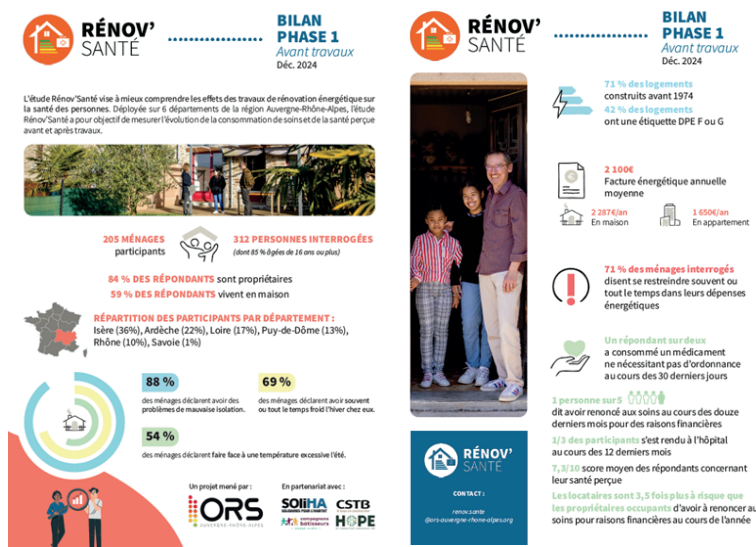
Rénov'Santé : Étude de l'effet de travaux de rénovation énergétique de logements sur la santé

Objectif :

Étudier l'évolution de la santé perçue et de la consommation de soins suite à la réalisation de travaux de réhabilitation de logements

Méthodologie et résultats :

L'étude est divisée en deux phases : avant et après travaux. La première, avant travaux, au cours de laquelle des questionnaires relatifs à la santé et au logement des participants ont été administrés, s'est finalisée en 2024. Ainsi, les données recueillies ont été analysées et un rapport intermédiaire a été rédigé. Les participants résidaient, pour la plupart, en Isère et en Ardèche et les propriétaires et personnes vivant en maison ont constitué la majorité de l'échantillon.



Partenaires : Chaire HOPE, SOLIHA, Compagnons Bâisseurs, CSTB

Financeurs : ADEME, ARS, ONPE, DREAL, département de l'Ardèche, département de la Drôme, Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, Fondation pour le Logement des Défavorisés, chaire HOPE, Fondation de France, GEG, fondation RTE, CSTB, fondation Rexel, Solinergy, association qualitel, Ministère chargé du logement, PUCA, Ministère de la santé et de l'accès aux soins, Sanofi Espoir

Calendrier : janvier 2021 - décembre 2025

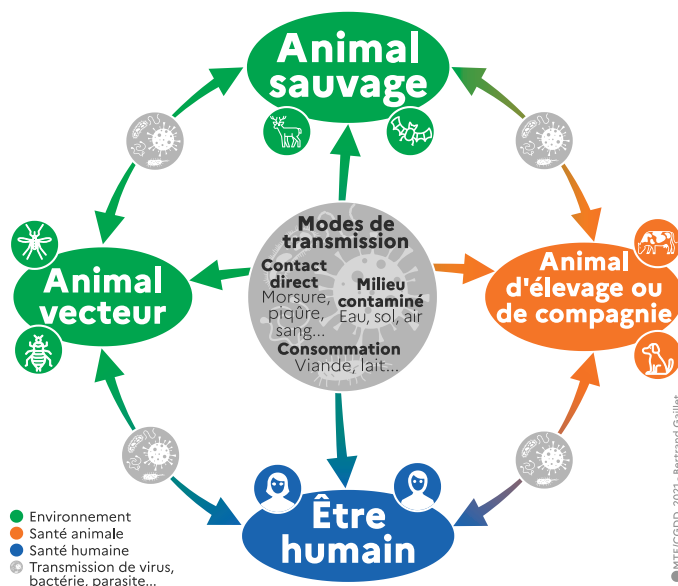
État des lieux régional visant à améliorer la gestion des risques zoonotiques

Les zoonoses sont des maladies ou infections franchissant la barrière inter espèce homme/animal. Les objectifs de ce travail sont de :

- Compiler l'état des connaissances ;
- Identifier des actions et acteurs régionaux ou locaux œuvrant dans le champ de la prévention, de la surveillance et de la gestion des zoonoses ;
- Identifier les besoins de ces acteurs pour améliorer la gestion des risques zoonotiques.

Une approche intégrée et intersectorielle

La réalisation de l'état des lieux régional des problématiques, des besoins, des actions et acteurs régionaux ou locaux œuvrant dans le champ de la prévention, de la surveillance et de la gestion des zoonoses porte sur treize zoonoses : encéphalite à tique, West Nile Virus, Usutu, salmonellose, charbon, échinococcose, fièvre Q, gripes zoonotiques, leptospirose, maladie de Lyme, rage, tularémie, fièvre de Crimée-Congo. L'état des lieux se composera d'un benchmarking, d'une enquête en ligne et d'entretiens individuels.



Partenaires : DRAAF, OFB, ARS

Financier : ARS

Calendrier : janvier 2024-septembre 2025

État des lieux et identification des priorités d'action afin de réduire l'exposition des habitants de la ville de Valence aux perturbateurs endocriniens

Objectifs :

Réaliser pour la Ville de Valence un état des lieux afin de :

- recenser des activités et les publics cible pouvant utiliser ou être exposés aux perturbateurs endocriniens au sein de la collectivité et les actions de réduction de l'exposition existantes ;
- réaliser un benchmark d'autres expériences de limitation des perturbateurs endocriniens ;
- recueillir le point de vue des principaux concernés sur les cinq thématiques prioritaires et sur les besoins concernant les perturbateurs endocriniens.

Suite à cet état des lieux, il s'agira de proposer des pistes d'actions visant à alimenter une charte de bonnes pratiques.

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS Des sources multiples



✓ Méthodologie et résultats :

La mission confiée à l'ORS visait à analyser l'existant par le recensement des activités pouvant utiliser des perturbateurs endocriniens au sein de la collectivité (questionnaire en ligne transmis aux différents services) et identifier les actions existantes et les publics cibles, rechercher des actions innovantes mises en place par d'autres collectivités grâce à une revue bibliographique.

Pour compléter cette analyse, des groupes de travail ont été mis en place afin de sensibiliser les services et de réfléchir ensemble à des fiches actions sur des thématiques : nettoyer sans polluer ; acheter plus responsable ; jouer sainement (sans utiliser des jouets ou jeux à forte empreinte chimique) ; manger nature et bon ; respirer pur. Un rapport synthétisant l'ensemble de la démarche et des pistes de réflexion pour la collectivité a été rédigé. Ce rapport contient 24 pistes de fiches actions pouvant être intégrées dans une démarche future au sein de la collectivité.



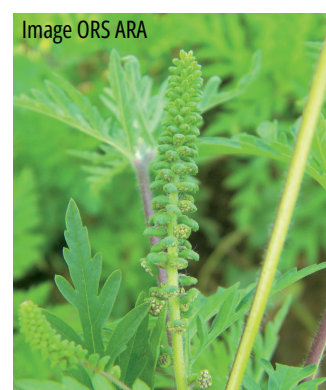
Financier : Ville de Valence
Calendrier : La démarche a débuté en 2023 et a été finalisée au cours du 1^{er} trimestre 2024.

Étude de prévalence de l'allergie à l'ambroisie

🎯 **Objectif :** Évaluer la prévalence de l'allergie à l'ambroisie en Auvergne-Rhône-Alpes, sur l'ensemble du territoire et par zones d'exposition.

✓ Méthodologie et résultats

Cette étude de prévalence est menée tous les dix ans par le biais d'un questionnaire administré par téléphone par un institut de sondage. Le protocole et le questionnaire ont été mis à jour pour l'étude qui se déroulera en 2025. Les zones d'exposition ont été redéfinies, et l'édition de 2025 ciblera l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes suite à la fusion des régions, contrairement à l'édition de 2014 qui ne concernait que la zone Rhône-Alpes.



Partenaires : ARS
Financier : ARS
Calendrier : janvier 2024-mars 2026

L'incurie dans l'habitat - État des lieux des acteurs et des pratiques en région Auvergne-Rhône-Alpes

🎯 Objectif :

Identifier les acteurs intervenant dans la prise en charge de l'incurie dans l'habitat et leurs champs d'intervention.

✓ Méthodologie et résultats

Une enquête en 2 volets a été menée : le premier auprès des opérateurs départementaux des dispositifs d'incurie et le second auprès des acteurs pouvant intervenir dans la prise en charge de l'incurie.

L'enquête auprès des opérateurs des dispositifs « Incurie » portait sur leurs pratiques, leurs partenaires et les situations d'incurie prises en charge...

L'enquête auprès des acteurs pouvant rencontrer des situations d'incurie dans le cadre de leurs missions abordait notamment la définition de l'incurie dans l'habitat, la description des situations rencontrées, les partenaires mobilisés dans la prise en charge, etc.



Financier : ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Partenaires : Opérateurs départementaux des dispositifs « Incurie » : Ain Appui, Anef 03, Diaconat Protestant 26/07, Collectif 31, Anef 15, Val Accueil Diaconat Protestant, GCS Maison Ressource Santé en Isère (MRSI), ARF/LIFT, ASEA 43 (Pôle Précarité Insertion), Udaf Puy-de-Dôme, Alpil, La Sasson, Oppelia Thylac

○ Addictions

Évaluation partagée du plan de prévention des addictions de la ville d'Annecy

🎯 Objectif :

Recueillir des données quantitatives et qualitatives, pour pouvoir faire émerger des pistes de recommandations, en vue de poursuivre et affiner la politique locale de prévention des addictions.

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un accompagnement à l'auto-évaluation co-porté par l'ORS et Promotion Santé.

✅ Méthodologie et résultats :

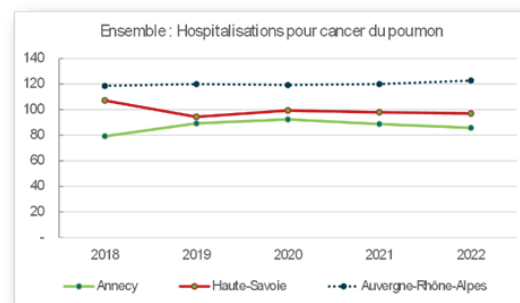
- Un état des lieux quantitatif à partir des bases de données en santé accessibles à l'ORS, avec des données spécifiques concernant des problèmes de santé en lien avec des consommations problématiques de substances psychoactives ;
- Une enquête qualitative par entretiens collectifs semi-directifs avec les professionnels concernés par les actions menées à Annecy : Actions sport et santé des personnes en difficultés avec une addiction / Actions sur le vivre ensemble dans un quartier défavorisé, concerné par des problématiques de deal / Actions menées auprès de jeunes (scolarisés/non scolarisés).

Même si les données quantitatives montrent que la ville d'Annecy est moins concernée que la moyenne régionale, en matière de problèmes de santé en lien avec des addictions, certaines données (notamment concernant les bénéficiaires de la C2S) montrent que certains publics vulnérables et souvent défavorisés sont sur-concernés, mais peut-être peu visibles à l'échelle du territoire. Les données qualitatives montrent que plusieurs des actions menées ont rencontré un réel succès auprès des bénéficiaires, mais qu'elles sont chronophages et nécessitent un long et minutieux travail de terrain, pour être menées à bien.

Hospitalisations pour cancer du poumon

Évolution du taux d'hospitalisation entre 2018 et 2022

Taux pour 100 000 habitants



Sources : ATIH (PMSI – 2018, 2019, 2020, 2021, 2022), Insee (Recensement 2012 et 2016, 2017, 2018, 2019, 2020)



Financeurs : Ville d'Annecy

Partenaires : Ville d'Annecy, Promotion Santé, CSAPA Addictions France, CSAPA Oppélia-Thylac

Calendrier : année 2024 - premier semestre 2025

Portrait de territoire et analyse du parcours de santé des personnes en matière d'addictologie sur le département de l'Allier

🎯 Objectif :

Réaliser une étude portant sur l'identification du parcours des personnes de la prévention à la prise en charge des addictions dans le département de l'Allier afin d'en améliorer la fluidité, en mettant en évidence les difficultés en termes de visibilité, accessibilité, complémentarité, coordination, et en formulant des recommandations.

✅ Méthodologie et résultats :

Pour réaliser ce portrait de territoire et l'analyse du parcours de santé, une méthode mixte alliant approche quantitative et qualitative a été privilégiée. Ainsi, les conséquences sanitaires de l'usage nocif des substances psychoactives ont été analysées à partir des bases de données disponibles (mortalité, hospitalisations). L'analyse a été réalisée à l'échelle du département et, lorsque les données l'ont permis, à l'échelle des communautés de communes.

Un état des lieux de l'offre existante dans le champ médico-social et sanitaire a été effectué, avec l'analyse des rapports d'activité et des données transmises par les différentes structures en lien avec les addictions présentes sur le territoire. Ces résultats issus de la première phase quantitative seront approfondis et complétés par la réalisation d'entretiens auprès de professionnels et de focus groupes auprès d'usagers du territoire.



Financier : ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Calendrier : L'étude, débutée en 2024, se poursuivra 2025.

Les résultats seront publiés au 4^{ème} trimestre 2025.

Diagnostic sur les addictions dans le département de l'Ain

🎯 Objectif :

Faire un état des lieux sur les enjeux et ressources de santé en matière d'addiction, sur les points de vigilance et les besoins repérés.

🔍 Méthodologie et résultats :

- État des lieux quantitatif avec des données spécifiques concernant des problèmes de santé en lien avec des consommations problématiques de substances psychoactives (5 sous-découpages géographiques) ;
- Enquête qualitative par entretiens collectifs semi-directifs avec les professionnels concernés par la thématique des addictions sur chacun des 5 territoires ;
- Focus quantitatif et qualitatif sur la Communauté de Communes du Haut-Bugey, avec un temps de travail dédié à l'élaboration de pistes pour des fiches actions d'une politique locale de prévention des addictions.

Les données quantitatives rappellent qu'il y a un lien fort entre défavorisation sociale, mais éventuelles « cultures » locales, et certains problèmes de santé liés à des addictions, particulièrement visibles pour les consommations de tabac et d'alcool. Ces deux produits continuent à générer d'importants problèmes de santé chez les adultes et les seniors. La consommation de substances psychoactives illicites est plus difficilement saisissable, mais là aussi, le poids de la défavorisation sociale est repéré. Enfin, chez les jeunes et les enfants, une addiction préoccupe fortement les professionnels, qui concerne les écrans et réseaux sociaux. Non visibles dans les données quantitatives, ces consommations excessives sont fortement repérées par les professionnels de terrain, et ce quel que soit le territoire.

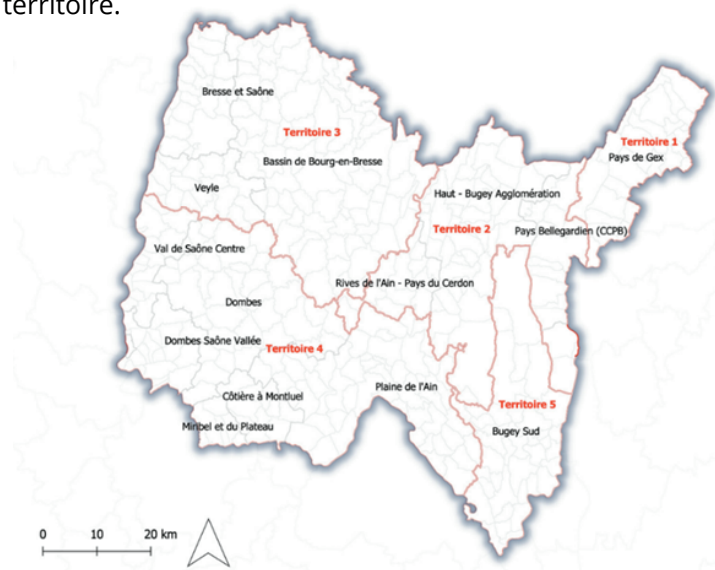


Financiers : Préfecture de l'Ain, Communauté de

Communes du Haut-Bugey

Partenaires : Préfecture de l'Ain, Communauté de Communes du Haut-Bugey, ARS

Temporalité : année 2024



○ Offre de soins

État des lieux sur l'offre de soins de premier recours et sur le logement des étudiants en santé

🎯 Objectif :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, à travers l'adoption d'un plan de santé régional le 18 mars 2022 en assemblée plénière, a souhaité renforcer l'accès aux soins et à la prévention des habitants de la Région. Ce plan organisé autour de 5 axes prévoit de recruter des médecins et autres professionnels de santé dans les zones de désertification médicale.

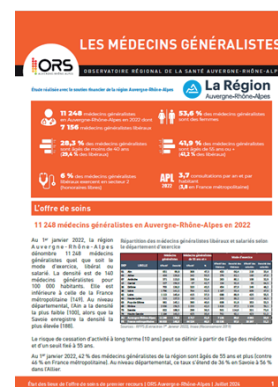
Dans ce cadre, l'ORS a proposé à la Région une étude en deux volets :

- Identification des territoires les plus en souffrance en termes de désertification médicale et paramédicale ;
- État des lieux portant sur les logements proposés aux étudiants en santé dans le cadre de leur stage en ambulatoire, logements existants ou à venir.

✅ Méthodologie et résultats :

Une photographie de la démographie de 8 professions de santé exerçant en Auvergne-Rhône-Alpes a été réalisée. Y sont détaillées des données à l'échelle des communes ou des intercommunalités (EPCI). Ont été analysées les caractéristiques démographiques (sexe, classe d'âge...), la localisation ou l'activité de ces professionnels de santé.

L'état des lieux sur les logements proposés aux étudiants en santé dans le cadre de leur stage en ambulatoire a été réalisé par la diffusion d'un questionnaire transmis aux collectivités (EPCI, Conseils départementaux, etc.), des CPTS (Communautés professionnelles territoriales de santé), des maisons de santé pluriprofessionnelles, etc. Ce recueil a concerné aussi bien les expériences structurées de type « maison des internes » que des projets plus « informels ».



Financier : Région Auvergne-Rhône-Alpes

Étude exploratoire sur les pharmacies « essentielles » en Auvergne-Rhône-Alpes

🎯 Objectif :

La fermeture de pharmacies a des conséquences sur la prise en charge des soins : réduction de l'accès aux produits de santé et limitation de la disponibilité des professionnels de santé de première ligne, constituant un défi majeur pour les populations locales. Face à ce constat, l'URPS (Union régionale des professionnels de santé) Pharmaciens a confié à l'ORS une étude afin de développer des indicateurs pour définir ces pharmacies « essentielles » en Auvergne-Rhône-Alpes et les localiser dans la région.

- ✅ **Méthodologie et résultats :** Pour répondre à ces objectifs, une méthode permettant d'identifier les pharmacies essentielles, puis de les localiser et de les cartographier a été réfléchi en partenariat avec l'URPS. Pour compléter ce travail, une enquête de terrain qualitative approfondie a été réalisée par l'URPS. Chaque pharmacie pré-identifiée a été contactée individuellement, des questionnaires leur ont été envoyés. Au total, 53 pharmacies ont été identifiées comme « fragiles » en Auvergne Rhône-Alpes. L'impact populationnel de la disparition des 53 pharmacies « fragiles » a été mesuré.

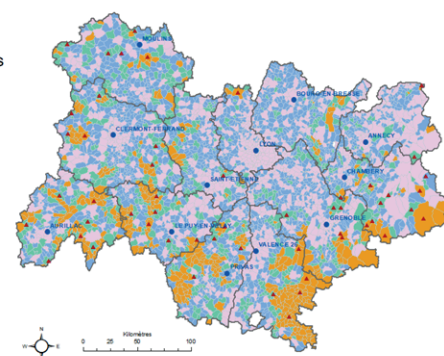


Financier : URPS Pharmaciens Auvergne-Rhône-Alpes

<https://www.urps-pharmaciens-aura.fr/etudepharmaciesessentielles/>

+ PHASE 3

Carte 2 : Etat projeté d'impact populationnel avec la disparition des 53 pharmacies « fragiles ».



○ Évaluation des Contrats locaux de santé

Évaluation transversale des Contrats locaux de santé (CLS)

🎯 Élaboration des outils d'évaluation

Au regard des besoins de l'ARS et des objectifs fixés aux CLS, 4 questions d'évaluation ont été identifiées :

- Comment et dans quelle mesure le CLS a-t-il permis de renforcer, localement, le partenariat ?
- Comment le CLS a-t-il permis de travailler à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ?
- Comment et dans quelle mesure le CLS a-t-il permis de renforcer l'offre de santé de proximité ?
- Comment le CLS a-t-il permis de travailler à l'amélioration des parcours de santé des habitants du territoire ?

✓ Deux enquêtes en ligne proposées

- l'une auprès des coordonnateurs de CLS sur la dynamique partenariale et les actions prévues et réalisées dans le cadre du CLS en matière d'inégalités sociales et territoriales de santé, d'offre de santé et de parcours de santé ;
- l'autre auprès de chaque partenaire/acteur du CLS sur les apports du dispositif pour ces derniers.

L'analyse de ces questionnaires sera faite au regard d'une typologie des CLS qui permettra d'avoir un premier niveau de lisibilité des éléments de processus. Elle s'appuiera sur le type de territoire et sur le niveau d'expérience de la collectivité en matière de planification en santé publique.



Financier : ARS

Calendrier : janvier 2024-décembre 2024

Lancement des enquêtes au cours du 1^{er} semestre 2025

Évaluation mixte du CLS Pays du Diois

🎯 Analyser le travail accompli dans le cadre du CLS Sur les 5 dernières années

L'évaluation de processus et de résultat portait sur les questions suivantes :

- Sur le processus : comment s'est déployé le CLS, au niveau de ses 3 axes et ses 13 fiches actions
- Sur le résultat : qu'a produit le CLS pour les partenaires impliqués (partenariat, culture commune...)?

✓ Une méthode en 3 temps

- Recensement de tous les partenaires et de toutes les actions menées dans le cadre des 13 fiches-actions du CLS et co analyse des données recueillies ;
- Enquête par questionnaire en ligne, auprès de tous les structures/porteurs d'actions qui avaient été prévues/ programmées dans le cadre des 13 fiches actions du CLS ;
- Enquête qualitative par entretien collectif sur l'offre et l'accès aux soins et à la prévention, sur le parcours de santé des jeunes et enfin des entretiens individuels sur la santé environnementale.

L'évaluation a pu mettre en évidence la plus-value du CLS sur le renforcement des coopérations et des collaborations entre acteurs et selon les thématiques.



Partenaire : CLS du Pays du Diois

Financier : ARS

Calendrier : janvier 2024-août 2024

- **Expertise**

Expertise et accompagnement méthodologique

Objectifs :

Apporter une expertise et offrir de nombreuses possibilités d'interventions en matière de conseil et d'appui méthodologique :

- Recherches statistiques ;
- Aide à la construction d'indicateurs ou à leur interprétation ;
- Traitement statistique de données et appui dans la mise en place d'outils informatiques (construction de bases de données, d'outils de recueil de données d'activité, de programmes d'analyse ...) ;
- Conseil en méthodologie d'enquête et appui à la construction d'outils d'enquête ;
- Interventions thématiques ou méthodologiques ;
- Appui en méthodologie de projet ;
- Appui méthodologique et accompagnement à la réalisation d'évaluation de programmes ou de dispositifs de santé ;
- Apport d'expertise auprès de collectifs de professionnels engagés dans des démarches de santé publique ;
- Animation ou participation dans différentes instances de santé publique : conférence régionale de la santé et de l'autonomie CRSA (dont commission prévention), CRSE, etc.

Méthode/résultats :

Ces démarches sont nombreuses et extrêmement variées au niveau de l'origine de la demande, du type d'appui sollicité et de la charge de travail mobilisée. Ces actions sont limitées dans le temps et ne font pas l'objet systématiquement de demande de financement en mobilisant le financement accordé par l'Agence régionale de santé « Intervention en expertises ». Ces interventions se font auprès de différents acteurs : ARS et services de l'État, associations et acteurs de prévention, collectivités territoriales, établissements et professionnels de santé, universités, étudiants...



Financier : ARS

Dispositif d'évaluation en partenariat avec Promotion Santé

 **Objectif :** Soutenir les porteurs de projets en santé à l'évaluation de leur dispositif et/ou d'actions spécifiques.

 Dans le cadre d'un appel à candidature bi-annuel, les porteurs de projets en santé au sens large (sanitaire, social et médico-social) postulent pour bénéficier d'un appui méthodologique en matière d'évaluation porté par l'ORS ARA et Promotion Santé ARA. Cette approche est basée sur la méthodologie de « l'évaluation en 7 étapes » développée par les deux structures.

En fonction de la question d'évaluation et des besoins identifiés par les porteurs de projet, cet appui peut prendre la forme de :

- Un accompagnement dit long, sur plusieurs mois, qui mobilisera un comité d'évaluation et demandera un investissement relativement conséquent de la part du porteur de projet ;
- Un conseil renforcé qui nécessitera différent temps de travail autour de la question d'évaluation, les objectifs, les actions ou encore les critères et les indicateurs ;
- Un conseil ponctuel qui prendra lui la forme d'un ou deux échanges autour d'éléments précis et spécifiques tels qu'un retour sur un outil d'évaluation : grille entretien, questionnaire, etc.

En 2024, plusieurs acteurs ont bénéficié d'un accompagnement : Planning familial 38, PTSM 07, EMAS 63, CCAS de Grenoble et Un toit pour tous, Ville d'Annecy

En 2024, plusieurs acteurs ont bénéficié d'un conseil : ARHM, Les apprentis d'Auteuil, Comité D base, planning familial 07, POPS, Maison de quartier du Soleil (42), Coordination 69, CLS Vaulx-en-Velin, CIDFF 15, PTSM 15, CARSAT, etc.



Financeurs : Promotion Santé ARA
Partenaires : ARS ARA
Temporalité : reconduit annuellement

L'ensemble des porteurs de projets en santé, social et médico-social de la région ARA peuvent prétendre à cet accompagnement (hors structures privées)



Formation « Conduire une évaluation d'action du secteur santé ou social : apprentissage des outils et mises en situation »

 **Objectif :** Former les porteurs de projets à la démarche d'évaluation dans la mise en œuvre des actions du domaine de la santé ou du social.

En 2024, 25 acteurs ont été formés (15 personnes pour la session de mars et 10 personnes pour la session d'octobre)

 L'enjeu est de passer d'une démarche d'évaluation existante mais souvent intuitive, à un processus davantage construit et formalisé en intégrant la construction du cadre logique et l'élaboration d'une ou plusieurs questions d'évaluation, ainsi que l'identification des critères et des indicateurs. Pour ce faire, une formation en binôme avec Promotion Santé est proposée durant 3 jours au cours desquels des enseignements théoriques et des exercices pratiques sont proposés.



Financeurs : Promotion Santé ARA
Partenaires : ARS ARA
Temporalité : reconduit annuellement

Tous professionnels ou bénévoles associatifs en situation d'avoir à évaluer une action, impliqués dans des actions du secteur santé ou social peuvent bénéficier de cette formation. Les publics de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont prioritaires

Partenariats / Travail en réseaux

Fnors

L'ORS participe à plusieurs groupes de travail inter-ORS au sein de la Fnors :

- Le **groupe DPD** a pour mission essentielle de permettre la montée en compétences des délégués à la protection de données (DPD) des différents ORS et de la Fnors par l'échange sur les pratiques, le partage d'informations et la mutualisation d'outils. Valérie Gonon fait partie de ce groupe.
- Le **groupe Communication** est chargé de mener une réflexion sur la communication interne et externe du réseau. Valérie Gonon fait partie de ce groupe. Il a pour objectifs :
 - d'inventorier les singularités et les points communs des ORS en matière d'outils et supports de communication externes ;
 - de proposer des « chantiers » à mener en matière de communication interne et externe ;
 - d'identifier les moyens et compétences disponibles au sein du réseau et ceux à mobiliser en complément ;
 - d'organiser des formations selon les besoins identifiés au sein du réseau.
- Le **groupe SNDS**, dont le but est de développer l'expertise des ORS sur le SNDS, a plusieurs objectifs :
 - avoir plus de visibilité sur les travaux mobilisant des données SNDS, réalisés ou en cours au sein du réseau ;
 - renforcer la communication inter-ORS sur le SNDS ;
 - partager les expériences et les pratiques ;
 - mutualiser et valider les algorithmes développés ;
 - rendre compte des comités utilisateurs de la Cnam ;
 - informer sur les groupes ReDSiam dans lesquels sont impliqués les ORS.

Laure Vaissade anime ce groupe. Pauline Bolamperti et Abdoul Sonko font également partie de ce groupe.

- Le **groupe Documentation** a pour objectifs de :
 - favoriser la mise en réseau des documentalistes des ORS ;
 - partager des expériences et des outils documentaires avec tous les utilisateurs internes ;
 - faire un état des lieux des activités de chacun et identifier celles pouvant être mutualisées ;
 - accompagner les ORS ne disposant pas de documentalistes.

À partir des usages, ce groupe fédère une réflexion et une démarche collectives sur les besoins de tous les corps de métiers en matière de recherche, collecte et stockage de l'information documentaire.

Patricia Lafont anime ce groupe en binôme avec Zelda Ali de l'ORS Mayotte. Valérie Gonon fait également partie de ce groupe.

- Le **groupe Environnement** qui a pour objectifs :
 - d'améliorer l'interconnaissance des personnes travaillant sur cette thématique au sein du réseau et d'identifier les personnes ressources ;
 - d'avoir plus de visibilité sur les travaux réalisés ou en cours autour de la thématique Santé Environnement ;
 - de partager les expériences et les pratiques ;
 - de capitaliser et mutualiser certaines réflexions sur des méthodes, outils, dispositifs...

Ce groupe d'échanges inter-ORS est ouvert à toute personne travaillant sur cette thématique, quelle que soit sa fonction. Anna Lloyd anime ce groupe et Alan Le Calloch en fait partie.

- Le **groupe d'Organisation du Séminaire Fnors** a pour mission d'organiser le 3^{ème} séminaire des personnels et administrateurs du réseau des ORS à La Rochelle (du 21 au 23 mai 2025).

Agathe Chevalier fait partie de ce groupe d'organisation.

- **Groupe de travail CAP (capitalisation des bonnes pratiques)**

En tant qu'animateurs du groupe de travail Documentation ou du groupe Santé environnement, l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes a rejoint le groupe CAP (capitalisation des bonnes pratiques).

Créé à la suite d'un audit de la démarche Qualité de 2021, ce nouveau groupe national vise à capitaliser les pratiques et expériences des ORS afin de rendre plus homogènes leurs réalisations tant dans la production des études que dans les processus métiers. Il a également pour objectif de permettre une montée en compétences des personnels du réseau.

Participations à des manifestations nationales, régionales et locales

- Journée ORS/FNORS - Journée thématique consacrée au thème « **Les ORS, ressources des politiques locales au sein des territoires** » - 05/11/2024 - Étaient présents Agathe CHEVALIER, Sylvie MAQUINGHEN et Abdoul SONKO

Sylvie MAQUINGHEN a présenté « **Observation locale en santé - Balises (BAsE Locale d'Informations Statistiques En Santé) : Un levier pour les politiques et les actions locales de santé** » lors de cette journée.

Documentation et communication

- 🎯 L'activité du service Documentation de l'ORS permet de répondre aux objectifs suivants :
- développer et actualiser un fonds documentaire et statistique sur la santé en Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que sur les méthodes en épidémiologie et en évaluation ;
 - mettre à disposition du public l'ensemble des données recueillies, en accompagnant l'utilisation de ces données.

Fonds documentaire

16 000 documents disponibles dans le fonds documentaire

L'actualisation du fonds documentaire est toujours réalisée grâce à l'exploitation de plusieurs sources d'information :

- le dépouillement des périodiques spécialisés (environ 40 périodiques et bulletins papier et 80 lettres électroniques) ;
- les acquisitions de nouveaux documents (gratuits ou payants), la veille sur Internet des principaux sites en santé publique ;
- le repérage et l'acquisition de données statistiques régionales sur le système de soins et l'état de santé de la population.

Demandes documentaires externes et internes

86 demandes documentaires en 2024

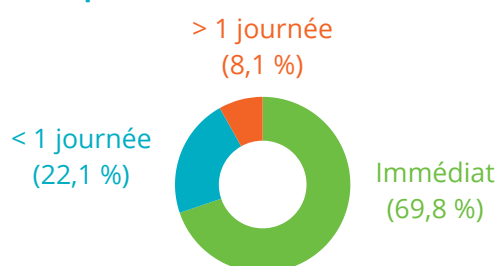
Motifs des demandes :

- une étude ou une enquête (62,2 % des demandes),
- un appui documentaire, formation, articles ou thèse (27 %),
- sollicitation de particuliers (10,8 %),
- une action de prévention (5,4 %).

Thématiques des demandes :

- Pathologies : 45,9 % des demandes, avec une grande diversité de pathologies abordées ;
- Populations : 32,4 % des demandes ;
- Comportements : 16,2 % des demandes ;
- Système de santé : 13,5 % des demandes (professionnels de santé, établissements de santé, hospitalisation et soins, protection sociale ou politique de santé) ;
- Méthodes : 8,1 % des demandes (épidémiologie, géographie de la santé, éducation pour la santé, évaluation, économie de la santé ou démographie).

Délais de réponse :



Blog Veille Santé Social

En 2024, les thématiques les plus consultées ont été :

- Auvergne-Rhône-Alpes
- Santé mentale / Suicide
- DLS (Diagnostics locaux de santé)
- Personnes âgées
- Prévention
- Maladies cardio-vasculaires
- Alimentation

📈 + 9 % de lectorat

📄 561 nouvelles notices
sur un corpus total de 2 750 références signalées

Veille et gestion bibliographique

L'ORS a changé de logiciel de veille en 2024, pour l'outil en ligne **Inoreader**. Il permet de suivre, trier et organiser les flux d'information autour des thématiques définies par le blog servant également d'architecture à la **base bibliographique Zotero**. Les références capitalisées, systématiquement mises à jour, y sont au nombre de 33 150 au 31 décembre 2024.

Le corpus d'expertise bibliographique sur l'évaluation d'impact de santé a évolué. Les références collectées ont plus spécifiquement alimenté la bibliothèque numérique Urbanisme favorable à la santé. En parallèle de la formation d'une partie de l'équipe de l'ORS, une bibliothèque de groupe One Health a été impulsée et, fin 2024, est constituée de 350 références. Les thématiques arboviroses-zoonoses, précédemment capitalisées dans le corpus Environnement, sont venues abonder ce nouvel espace collaboratif.

Sites internet

Le site Internet de l'ORS est géré par le service documentation de l'ORS qui le met à jour en continu (modifications, publications, actualités).

Sur l'année 2024, le site Internet recense 45 834 pages vues (+7 % par rapport à 2023) pour 20 168 visites (+11 %). Des pics de connexion sont notés lors de la diffusion de newsletters ORS.

Les usages du smartphone pour la consultation du site internet se réduisent un peu : 88 % de nos internautes utilisent un ordinateur, 12 % un téléphone.



Réseaux sociaux

L'ORS a désormais un compte sur **LinkedIn**.

L'ORS met en avant ses études et son réseau (Fnors, partenaires techniques et financiers) au travers de ses publications sur LinkedIn.

En 2024, une trentaine de publications ou republications ont été générées sur le compte LinkedIn.

Chaque post LinkedIn suscite environ 3 000 impressions (ou vues) et chaque mise en avant d'étude ORS environ 250 à 300 clics.

463 abonnés fin 2024 sur LinkedIn



Formation continue

En 2024, les webinaires professionnels ont consisté en :

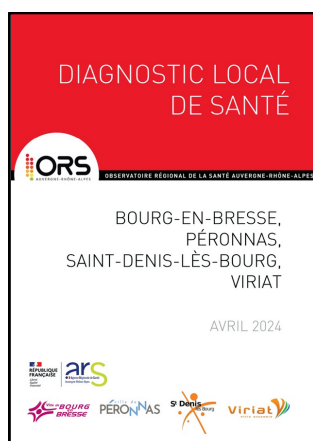
- ADBS Conférence Éducation-Recherche : Valorisation de la littérature scientifique dans un contexte non-commercial (4 avril)
- URFIST Formation Zotero : Personnaliser un style bibliographique Zotero (10 et 16 décembre)

Publications



Suicide et tentatives de suicide en Auvergne-Rhône-Alpes. Bulletin N°10

La compréhension du suicide dans notre région se poursuit et les travaux menés accompagnent le développement de la stratégie de prévention du suicide ainsi que la mise en œuvre de la feuille de route santé mentale et psychiatrie dans notre région. La baisse régionale progressive de la mortalité par suicide se confirme avec 35 % de baisse entre 2000 et 2020. Toutefois, des disparités départementales sont observées et des inégalités de mortalité par suicide persistent selon l'âge, le sexe, le lieu de résidence ou l'appartenance à certaines catégories socio-professionnelles. Une hausse de la mortalité par suicide est ainsi observée chez les 60-74 ans depuis 2015. Par ailleurs, un accroissement des inégalités sociales de mortalité par suicide chez les hommes au sein des communes urbaines est identifié depuis 2011.



Diagnostic local de santé. Bourg-en-Bresse, Perronas, Saint-Denis-lès-Bourg et Viriat

Ces quatre communes urbaines de l'agglomération de Bourg-en-Bresse ont souhaité engager ensemble une réflexion autour de l'élaboration d'un possible Contrat local de santé. Afin de mieux connaître l'état de santé de la population du territoire et ses besoins, elles ont souhaité réaliser, au préalable, un diagnostic local de santé, et ce, avec l'appui de l'ARS ARA. L'objectif est de réaliser un état des lieux partagé sur la situation sanitaire du territoire, en impliquant les acteurs locaux et de faire émerger des pistes de réflexion et d'action pouvant alimenter un possible Contrat local de santé. L'étude a été menée en deux volets. Le premier volet statistique a été réalisé à partir de l'extraction et de l'analyse des données socio-sanitaires et de santé-environnement disponibles. Le deuxième volet, qualitatif, a été mené par entretiens collectifs semi-directifs auprès de professionnels, d'élus et d'habitants. Six groupes de professionnels (avec une entrée thématique ou populationnelle) ont été réunis. Quatre maires et un groupe d'habitants ont également été interviewés.





Évaluation du programme « Agir ! À fond les CPS » CM1-CM2-6ème

L'Association Addictions France (anciennement ANPAA) et l'association Promotion Santé ARA (anciennement IREPS ARA) ont développé le programme de renforcement des compétences psychosociales (CPS) *Agir ! A fond les CPS* pour les élèves du cycle 3 (CM1, CM2, 6^{ème}). Ce programme vise particulièrement la prévention de l'entrée dans le tabagisme, sachant que le renforcement des CPS constitue un levier plus global d'épanouissement et d'évitement des conduites à risques.

Les deux associations ont souhaité qu'une évaluation externe soit menée sur l'ensemble des 3 années de déploiement du programme et l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes a soutenu financièrement cette démarche. L'ORS a été mandaté pour réaliser cette évaluation qualitative, portant à la fois sur le processus et sur le résultat.

Cette évaluation a été réalisée par entretiens collectifs et individuels semi-directifs d'une durée variant de 1 à 2h.

73 professionnels ont été interviewés au fil des 3 années scolaires (2020 à 2023) dont une majorité d'enseignants de primaire et de 6^{ème} sur 5 territoires aux caractéristiques différentes : Montluçon (03), Saint-Dier d'Auvergne (63), Sainte-Florine (43), Givors (69), Valserhône (01).

Il ressort de cette évaluation que le programme atteint plusieurs de ses objectifs, aussi bien pour les élèves (y compris ceux qui ne sont pas en réussite scolaire) que pour les enseignants. Il est observé particulièrement un changement de regard des enseignants sur leurs élèves et de ce fait, un dialogue avec ces derniers qui s'en trouve facilité. Il apparaît également que les élèves peuvent mieux conscientiser et verbaliser leurs émotions et parfois même améliorer leur confiance en eux. Du fait de ces changements liés à la réalisation du programme, le climat de classe peut se trouver globalement amélioré, pour le reste de l'année scolaire.

En termes de processus, il ressort que ce programme implique un temps indispensable de préparation de sa mise en place avec les établissements scolaires, de formation des enseignants et une adaptation constante des intervenants aux contraintes des établissements et au profil de chaque classe.



Perspectives 2025

L'année 2024 a été marquée par des changements qui ont impacté l'organisation de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes. C'est d'abord le départ de Carole Martin de Champs qui a quitté l'ORS après 10 années passées à la Direction de l'ORS.

C'est également l'arrivée de Héloïse Kordic, en qualité de chargée d'études, qui est venue en cours d'année renforcer l'équipe suite au départ - temporaire - d'Ève Giovannini.

En 2025, il sera donc question de :

- **Accompagner la restructuration, la stabilisation et la montée en compétences de l'équipe** afin de répondre aux différents enjeux auxquels est confrontée la structure et de mener à bien l'ensemble des projets en santé publique qu'elle se voit confier. Pour ce faire, ce sera l'occasion :
 - d'accompagner le développement des compétences par le biais de formations obligatoires (en lien avec la sécurité) et non obligatoires (en lien avec les compétences techniques mais aussi les sujets et thématiques sur lesquels est sollicité l'ORS) ;
 - de poursuivre le travail engagé avec le CSE sur la rédaction d'une charte relative au télétravail ;
 - d'améliorer l'outil de suivi des temps et des activités ;
 - de développer le travail et les réflexions en lien avec le bureau et le conseil d'administration.
- **Poursuivre les liens avec le réseau des ORS et la Fédération nationale** en participant à des événements tels que :
 - la journée Santé publique France / ORS-Fnors pour renforcer les liens et les opportunités de travaux en communs (mars 2025) ;
 - le séminaire inter-ORS orienté autour du projet stratégique du réseau (2024-2028), avec des ateliers thématiques portant sur le concept One Health, ou encore des ateliers sur l'intelligence artificielle (mai 2025, à la Rochelle) ;
 - les webinaires inter-ORS portant sur des thématiques communes.
- **Participer aux instances régionales :**
 - La CRSA et ses différentes commissions spécialisées ;
 - Un travail d'accompagnement des CLS en lien avec notre partenaire local Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes.
- **Renforcer et développer nos partenariats** avec les acteurs issus de différents secteurs et à différentes échelles afin de valoriser l'expertise de l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes et créer des opportunités en matière de collaboration.
- **Développer la communication autour de nos travaux ou des événements** auxquels participent les salariés de l'ORS avec :
 - une nouvelle charte graphique et un nouveau logo qui s'inscrivent dans la même ligne que la Fnors et la majorité des autres ORS ;
 - une refonte du rapport d'activité ;
 - la participation à des événements pour valoriser et échanger autour des travaux menés par l'ORS et/ou apporter une expertise en matière de santé publique ;
 - une communication étoffée sur les réseaux sociaux (Linkedin).
- **Poursuivre et développer les réponses à des appels à projets, aux sollicitations des partenaires** qui souhaitent un appui de la structure ou encore **la recherche de financements** pour la finalisation de l'étude Renov'Santé.

- **Investir des temps forts pour nos travaux**, comme :
 - l'organisation et l'animation d'ateliers autour de la présentation et la prise en main de Balises (Base locale d'informations statistiques en santé) ;
 - la participation à la journée nationale des Centres Médico Psycho-Pédagogiques, pour présenter l'étude « sur les articulations possibles entre acteurs (soignants et non soignants) autour de la souffrance psychique des enfants et adolescents en Drôme et Ardèche », réalisée avec le Comité d'Hygiène Sociale de la Drôme ;
 - la participation à la journée de la recherche du CSTB (mai 2025) ;
 - l'organisation de temps d'échanges pour les membres de la PFOSS et d'un séminaire.

C'est autant de challenges que de réjouissantes perspectives qui vont jalonner et structurer l'année 2025, ainsi que le travail conduit par l'équipe de l'ORS avec l'appui des membres du bureau.

Glossaire

ADEME	Agence de la transition écologique
ARHM	Action et recherche handicap et santé mentale
ARS	Agence régionale de santé
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CCAS	Centre communal d'action sociale
CD	Conseil départemental
CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CIDFF	Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
CHS 26	Comité d'hygiène sociale de la Drôme
CLS	Contrat local de santé
CPTS	Communautés professionnelles territoriales de santé
CRSA	Conférence régionale de la santé et de l'autonomie
CS8	Certificat de santé du 8 ^{ème} jour
CSAPA	Centres de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
DLS	Diagnostic local de santé
DPD	Délégué à la protection des données
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt
DRDFE	Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DRSM	Direction régionale du service médical (Assurance Maladie)
EMAS63	Équipe mobile d'appui à la scolarisation du Puy-de-Dôme
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
FNORS	Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé
HCL	Hospices civils lyonnais
ITESS	Inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé
LGBTI+	Lesbiennes, gays, bi-es, trans et intersexes et autres genres/sexes
OFB	Office français de la biodiversité
ONAPS	Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité
ONPE	Observatoire national de la précarité énergétique
OSE	Observation en santé environnement
PACAP	Programme régional petite enfance alimentation corpulence et activité physique
PFOSS	Plate-forme d'observation sanitaire et sociale
PIEROS	Portail d'information sur les études régionales en observation de la santé, du médico-social de du social
PMI	Protection maternelle et infantile
POPS38	Point précarité santé 38
PRSE	Plan régional santé environnement
PTSM	Projet territorial de santé mentale
SCoT	Schéma de cohérence territoriale
SNDS	Système national des données de santé
SOLIHA	Solidaires pour l'habitat
URCAUE	Union régionale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
URPS	Union régionale des professionnels de santé

Ils nous font confiance...

Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Addictions France / ADEME-ONPE / Association pour le Développement du Pays d'Aurillac (ADEPA) / Comité d'Hygiène Sociale de la Drôme / Communauté de communes Bugey Sud / Communauté de communes de Porte Drômaise / Compagnie du Savon noir / Conseil Départemental de l'Ardèche / Conseil Départemental de la Drôme / Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes / Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité Auvergne-Rhône-Alpes / Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Auvergne-Rhône-Alpes / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes / Fnors / Fondation Chaire Hope / Fonds de dotation Qualitel / Fondation GEG / Fondation pour le logement des défavorisés / Fondation Rexel / Fondation RTE / Fondation SANOFI Espoir / Fondation Solinergy / Grand Anancy / Métropole de Lyon / Ministère des Solidarités et de la Santé / Préfecture de l'Ain / Promotion Santé / PUCA Plan Urbanisme, Construction, Architecture / Roannais Agglomération / URPS Médecins / URPS Pharmaciens / Ville de Bourg-en-Bresse / Ville de Valence

Observatoire Régional de la Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Site de Lyon
9 quai Jean Moulin 69001 Lyon
Tél. 04 72 07 46 20

Site de Clermont-Ferrand
58 allée du Pont de la Sarre 63000 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 98 75 50



www.ors-auvergne-rhone-alpes.org
contact@ors-auvergne-rhone-alpes.org

Retrouvez-nous sur LinkedIn :
<https://fr.linkedin.com/company/ors-auvergne-rhône-alpes>

